

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
DROITS DES CRÉANCIERS OPPOSANTS
DANS UNE SUCCESSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 25 octobre 1907, à 3 heures

PAR

Marcel GARAUDEAUX

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur.*
PLANIOL, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS.

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES

DROITS DES CRÉANCIERS OPPOSANTS

DANS UNE SUCCESSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

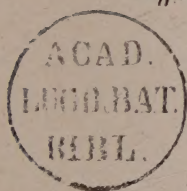
Le vendredi 25 octobre 1907, à 3 heures

PAR

Marcel GARAUDEAUX

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur.
 PLANIOL, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

BIBLIOGRAPHIE

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français.

Baudry-Lacantinerie. — Précis de droit civil.

Baudry Lacantinerie et Wahl. — Traité des successions.

Bédarride. — Traité du dol et de la fraude.

Bioche. — Dictionnaire de procédure civile.

Boistel. — Dissertation sur l'article 808. Dalloz périodique, 1895.1.193.

Boutry-Boissonade. — De l'exception apportée en matière de partage au principe de l'action Paulienne ou révocatoire (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. 9, 1856, p. 454).

Chabot. — Commentaire sur la loi des successions.

Dalloz. — Code civil annoté.

— Code de procédure civil annoté.

— Jurisprudence générale. *Répertoire périodique*.

— Jurisprudence générale. *Répertoire alphabétique*.

Delvincourt. — Cours de Code civil.

Demante et Colmet de Santerre. — Cours analytique de Code civil.

Demolombe. — Cours de Code Napoléon.

Duranton. — Cours de droit français suivant le Code civil.

Dutruc. — Traité du partage de succession.

De Fréminville. — Traité des minorités.

Fuzier-Hermann et Darras. — Codes annotés.

Garraud. — De la déconfiture.

Garsonnet. — Traité théorique et pratique de jurisprudence.

Glasson et Colmet-d'Aage. — Précis théorique et pratique de procédure civile.

Huc. — Commentaire théorique et pratique du Code civil.

Hureaux. — Traité du droit de succession.

Larombière. — Théorie et pratique des obligations.

Laurent. — Principes du droit civil.

Le Brun. — Traité des successions.

Le Gentil. — Partage frauduleux (*Revue critique de la jurisprudence en matière civile*), t. 2, 1852, p. 248.

Le Sellyer. — Commentaire historique et pratique sur le titre des successions.

Merlin. — Répertoire de jurisprudence.

De Meulenaere. — Traduction du Code civil allemand.

Planiol. — Traité élémentaire de droit civil.

Pothier. — Œuvres annotées par Bugnet.

Rivière et Weiss. — Pandectes françaises.

Roger. — Traité de la saisie arrêt.

Rousseau et Laisney. — Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile, commerciale, criminelle et administrative.

Sirey. — Codes annotés.

— Recueil périodique des Lois et Arrêts.

Tambour. — Du bénéfice d'inventaire en droit romain, dans l'ancien droit et dans le droit actuel. (*Thèse*, 1855).

Thiry. — Cours de droit civil.

Toullier. — Le droit civil français suivant l'ordre du Code, complété et continué par Duvergier.

Vazeilles. — Résumés et conférences des commentaires du Code civil sur les successions, donations et testaments.

Vigié. — Traité de droit civil.

Zachariæ. — Le droit civil français, traduit de l'allemand par Massé et Vergé.

INTRODUCTION

§ 1. — *Des droits des créanciers en général*

« Quiconque s'est obligé personnellement est tenu
« de remplir son engagement sur tous ses biens, mo-
« biliers et immobiliers, présents et à venir », dit l'ar-
ticle 2092 du Code civil. Cet article reproduit exacte-
ment l'ancien adage : « Qui s'oblige, oblige le sien. »

Bien que la rédaction de cet article : « Quiconque
s'est... » puisse faire croire qu'il ne s'applique
qu'aux obligations volontairement et librement con-
tractées comme le sont celles qui dérivent d'une con-
vention, il faut l'étendre à toutes les obligations per-
sonnelles, quelle qu'en soit la source.

Le principe général est donc que tous les biens
du débiteur, mobiliers ou immobiliers, répondent
de sa dette et forment, au sens large du mot, le gage

commun de ses créanciers (1). Ceux-ci pourront saisir et faire vendre pour se payer sur le prix tels biens qu'il leur plaira ; ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils ne pourront exercer ce droit en toute liberté, soit que le législateur ait soustrait à leur action certains biens qu'il déclare insaisissables (2), soit qu'il les contraigne de discuter tels biens avant tels autres (3).

Mais le législateur n'accorderait aux créanciers qu'un droit souvent illusoire, s'il ne leur donnait en outre les moyens de conserver leur gage, d'empêcher que leur débiteur, par incurie, par négligence, par mauvaise foi s'appauvrit ou manquât de s'enrichir. C'est

1. L'article 2093 du Code civil emploie cette expression.

2. Sont insaisissables : les objets nécessaires à la vie du débiteur (Art. 592. Code procéd. civile), les pensions alimentaires (Art. 581. Cod. procéd. civ.), les pensions de retraites civiles (L. 9 juin 1853. Art. 6) et militaires (L. 11 avril 1831. Art. 28 et L. 18 avril 1831. Art. 30). Les salaires des ouvriers et gens de service en tout ou en partie (L. 12 janvier 1895), les droits d'usage et d'habitation (Arg. C. civil, Art. 631 et 634). Une partie des salaires et traitements des fonctionnaires publics et employés civils (L. 21 ventôse an IX). Les rentes sur l'État (L. 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII) (Controverses — V. Planiol. *Dr. civil*, t. II, § 185), les parts indivises (C. civ. Art. 2205).

3. Les immeubles d'un mineur même émancipé ou d'un interdit ne peuvent être mis en vente avant que le mobilier n'ait été préalablement discuté (C. civ. Art. 2206. Comp. C. civ. Art. 2210).

pourquoi il leur permet d'employer différents moyens qui seront tantôt de simples mesures conservatoires, tantôt des mesures beaucoup plus graves tendant à faire révoquer un acte entaché de fraude. Ces moyens sont la conséquence forcée du droit accordé aux créanciers par l'article 2092.

Tout d'abord, lorsque le débiteur laisse sa ruine se consommer, accepte un appauvrissement croissant, alors qu'il lui suffirait d'un peu d'activité pour éviter cette ruine, la loi permet à ses créanciers d'agir à sa place. En vertu de l'article 1166 du Code civil, ils exerceront les droits de leur débiteur négligent et pourront intenter en son nom les actions qui lui étaient ouvertes, lorsque toutefois ces actions auront un objet pécuniaire et que leur exercice ne supposera pas une appréciation morale. Les créanciers pourront ainsi provoquer certains actes tels qu'un partage que le débiteur négligerait de provoquer ou s'opposer à ce que ces actes ne s'accomplissent en dehors de leur présence, lorsqu'ils ont à cela un intérêt quelconque ou qu'ils craignent que la part de leur débiteur n'échappe en tout ou en partie à leur droit de gage général, grâce à des dispositions prises à leur insu.

La saisie-arrêt dont traite le Code de procédure civile, dans sa première partie, au titre VII du livre V, si elle est surtout une mesure d'exécution, peut cependant être considérée aussi, au début de la pro-

cédure, comme une mesure conservatoire. Elle permet aux créanciers de saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes dues à leur débiteur et de s'opposer à ce que ces tiers se libèrent valablement de leur dette entre les mains du saisi, peut-être prodigue, qui n'aurait aucun souci de conserver intact le gage de ses créanciers.

Enfin, pour éviter qu'un débiteur de mauvaise foi puisse agir en fraude des droits de ses créanciers, la loi, qui doit toujours faire régner la bonne foi, a autorisé des mesures très graves. Les créanciers peuvent alors, en vertu de l'article 1167 du Code civil, toutes les fois qu'ils auront la preuve de ces opérations frauduleuses, les faire tomber. L'action qu'ils exercent alors de leur propre chef est l'action révocatoire, mieux connue sous le nom d'action paulienne, du nom du prêteur Paulus qui l'introduisit à Rome.

§ 2. — *Droits des créanciers dans une succession*

Nous venons de voir comment la loi protège en général les créanciers ; il nous faut examiner maintenant ce que deviendront les droits de ces créanciers à la mort de leur débiteur, lorsque les biens qui formaient leur gage passent en de nouvelles mains.

La vie sociale serait impossible, si tout homme, en mourant, ne laissait à sa mort un ou plusieurs suc-

cesseurs, légitimes, testamentaires ou contractuels pour le représenter et continuer sa personne juridique. Aussi s'est-on généralement attaché à cette idée de la continuation de la personne par les héritiers, ce qui leur donne, d'une part, la libre disposition des biens, mais ce qui, d'autre part, les oblige à payer l'universalité des dettes.

Il résulte de là, qu'en principe l'héritier est tenu vis-à-vis des créanciers de la succession comme l'était le défunt lui-même et qu'il devient leur débiteur personnel.

Ces créanciers verront ainsi leur gage primitivement composé des seuls biens formant le patrimoine du *de cuius*, s'augmenter des biens composant le patrimoine personnel de l'héritier. Ils pourront user sur ces deux patrimoines confondus des mesures exécutoires ou conservatoires qui leur sont permises par la loi, mais ils concourront en revanche avec les créanciers personnels de l'héritier.

Cette confusion des deux patrimoines ne va pas sans faire naître certaines difficultés. Elle est de nature à compromettre tantôt les intérêts de l'héritier lui-même ou de ses créanciers personnels, si la succession est suspecte, tantôt au contraire ceux des créanciers du défunt, si c'est la solvabilité de l'héritier qui est douteuse.

De là une double faculté consacrée par la loi. Pour l'héritier, celle de n'accepter la succession que sous

bénéfice d'inventaire, afin d'éviter la confusion des deux patrimoines et de n'être tenu des dettes de la succession que jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis (1). Pour les créanciers du défunt, celle de demander la séparation des patrimoines et d'éviter que les créanciers personnels de l'héritier ne viennent concourir avec eux pour se faire payer sur les biens de la succession (2).

Par cet exposé général, on voit que la loi protège d'une manière très large et très efficace les droits des créanciers et en particulier les droits des créanciers dans une succession. Il existe cependant encore certains actes qui permettent à un débiteur de mauvaise foi ou à un héritier bénéficiaire de léser les droits des créanciers et contre lesquels les mesures de protection que nous avons indiquées seraient insuffisantes, ou ne pourraient être employées.

C'est ainsi que dans un partage de succession un débiteur pourrait, soit se faire attribuer une part moindre que celle qui devait lui revenir, soit faire composer sa part d'argent liquide, de titres au porteur, de biens faciles à dissiper ou à dissimuler. C'est encore ainsi qu'un héritier bénéficiaire pourrait épuiser l'actif de la succession en payant entièrement certains créanciers au préjudice des autres.

1. V. C. civ., art. 802.

2. V. C. civ., art. 878.

Le législateur aurait commis un oubli s'il n'avait donné aux créanciers de nouveaux moyens de se protéger contre ces agissements. Aussi, pour éviter ces deux sortes de fraudes, leur a-t-il donné, d'une part, le droit de surveiller le partage, d'autre part, celui de participer à la distribution des deniers de la succession. Ils pourront exercer l'un ou l'autre de ces droits, s'ils ont simplement manifesté leur volonté de l'exercer, au moyen d'une opposition.

En vertu de l'article 808 du Code civil, les créanciers héréditaires peuvent s'opposer à ce que les deniers de la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire soient distribués en dehors de leur présence.

Dans cet ouvrage sur les « Droits des créanciers opposants dans une succession », ce sont ces deux articles 882 et 808 que nous nous proposons d'étudier en détail; nous dirons également quelques mots de l'article 821 qui autorise les créanciers à s'opposer à la levée des scellés lorsqu'ils ont été apposés sur les effets de la succession.

Mais nous devons auparavant, pour être logique et complet, faire brièvement l'étude de l'opposition prise dans le sens général dans lequel l'entendait déjà Pothier, dans le sens de saisie-arrêt. Cette opposition définie par l'article 557 du Code de procédure civile trouve son application en matière de succession et nous ne pouvons la passer sous silence.

HISTORIQUE

§ 1. — *Droits des créanciers dans une succession en droit romain.*

En droit romain, les créanciers d'une succession avaient déjà les moyens de conserver leur gage.

C'est ainsi que le prêteur leur avait donné la « *separatio bonorum* » passée dans notre droit civil sous le nom de séparation des patrimoines, qui leur permettait d'éviter que les biens héréditaires ne soient confondus avec ceux des héritiers et que les créanciers de ce dernier ne viennent concourir avec eux pour se faire payer. Mais cette faculté d'user de mesures conservatoires se trouvait intimement liée à l'ensemble des voies d'exécution forcée accordées aux créanciers contre leur débiteur et ne pouvaient être exercées que comme partie intégrante de ces voies

d'exécution, telles que l'envoi en possession suivie de la *venditio bonorum*, dont nous n'avons point à nous occuper dans cet ouvrage.

Les oppositions qui nous intéressent n'étaient pas connues du droit romain.

Tout d'abord, l'opposition à partage n'avait pas sa raison d'être, attendu que cet acte aujourd'hui déclaratif de droits n'était alors que translatif ou attributif. Les inconvénients actuels n'étaient donc pas à redouter, puisque les hypothèques ou autres droits réels consentis par l'un des héritiers sur les biens indivis subsistaient malgré l'attribution à un autre cohéritier du bien hypothéqué. L'*adjudicatio* transférait aux copartageants leurs parts, telles qu'elles se comportaient à ce moment, mais n'avait aucun effet rétroactif au jour de l'ouverture de la succession.

En cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, l'héritier payait les créanciers de la succession au fur et à mesure qu'ils se présentaient, jusqu'à épuisement de l'actif héréditaire. Il n'existait pas comme dans notre droit civil un moyen pour ces derniers d'éviter que des paiements ne soient faits à leur préjudice. S'il survenait des créanciers après l'épuisement du patrimoine, ils n'avaient aucun recours contre l'héritier, ni contre les tiers, payés avant lui, ou acquéreurs de biens de la succession; ils ne pouvaient qu'agir contre les légataires, ceux-ci n'ayant de droits sur le patrimoine héréditaire que déduc-

tion faite du montant des dettes, en vertu de la règle « *nemo liberalis, nisi liberatus* ».

Enfin, l'opposition qui précède dans notre droit la saisie-arrêt n'existait pas sous cette forme en matière de succession. Les créanciers ne pouvaient agir individuellement contre les débiteurs héréditaires; ils ne pouvaient que demander l'envoi en possession et vendre en bloc le patrimoine du défunt; c'était à l'acquéreur à exercer ensuite des poursuites individuelles. En outre, ceux qui avaient été envoyés en possession avaient fait l'affaire de tous les autres qui pouvaient se présenter (sous Justinien, du moins) dans un délai de deux ans ou de quatre ans, suivant qu'ils demeuraient ou non dans la même province que les précédents et participer à la distribution des deniers.

On voit donc qu'il n'existait en droit romain aucune mesure correspondant à nos oppositions actuelles en matière de succession.

§ 2. — *Des créanciers opposants dans l'ancien droit.*

Le principe du partage déclaratif s'est introduit dans notre ancien droit entre la première et la seconde rédaction de la coutume de Paris (1).

1. La première rédaction est de 1510, la seconde de 1580.

C'est à la suite de certains procès retentissants et en matière d'hypothèque qu'il fit son apparition dans la jurisprudence. Dès la fin du xvi^e siècle, grâce à divers arrêts rendus en 1569, 1581 et 1595, le droit français avait entièrement reconnu ce principe. Le partage devint déclaratif et cessa d'être comme en droit romain un acte attributif de droits qui ne pouvait porter préjudice aux créanciers et que ceux-ci n'avaient aucun intérêt à surveiller. Il fallait dès lors, ou bien les autoriser à le faire tomber en cas de fraude, ou bien, pour éviter que leurs droits ne fussent méconnus, leur permettre d'y assister. Les coutumes désireuses d'assurer au partage la plus grande stabilité possible permirent aux créanciers intéressés d'intervenir dans ses opérations tout en leur enlevant les moyens de l'attaquer par la suite. Ainsi naquit dans notre ancien droit l'opposition à partage énoncée par l'article 882 de notre Code civil.

Le droit de s'opposer entre les mains d'un héritier bénéficiaire à ce qu'il se dessaisisse des deniers héréditaires sans tenir compte de l'opposition formée par un créancier de la succession, existait déjà dans notre ancien droit et l'article 808 a été tiré presque textuellement de Pothier (1). « Lorsqu'il y a plusieurs créanciers opposants ou arrêtants, disait

1. V. POTHIER, t. 8, p. 132. *Successions*, chapitre III, section 3, article 2.

cet auteur, l'héritier ne peut les payer, qu'ils n'aient fait régler leur compte. » Faute par eux d'avoir formé opposition, les paiements faits à leur préjudice ne pouvaient être attaqués. Les créanciers ne pouvaient jamais reprocher à l'héritier bénéficiaire d'avoir payé les plus diligents d'entre eux : il leur restait évidemment un recours contre les légataires, mais suivant l'opinion générale, indiquée par Le Brun (1), ils n'en avaient aucun contre les créanciers opposants. Ceux-ci, en effet, n'avaient reçu que leur dû et pouvaient répondre : « *Vigilavi, meum recepi. Jus vigilantibus scriptum.* » Certains auteurs, entre autres Rousseau, pensent cependant que les créanciers payés ne le sont que sous la condition du rapport de ce qu'ils auraient reçu en trop, mais cette opinion ne nous semble pas admissible, attendu qu'elle fait à tort de l'héritier bénéficiaire le receveur des créanciers héréditaires, chargé de ne payer à chacun d'eux que la part qui lui incomberait dans une distribution future.

Quant à la saisie-arrêt, elle était également connue et pratiquée en matière de succession. Pothier admettait parfaitement que les créanciers même opposants au partage ou ayant fait opposition entre les mains de l'héritier bénéficiaire pouvaient en outre arrêter

1. V. LE BRUN, t. 1, livre III, chap. IV, n° 19.

les créances héréditaires entre les mains des tiers débiteurs de la succession.

En résumé, les différentes oppositions que nous nous proposons d'étudier ne sont pas une innovation de notre Code civil, elles existaient dans le droit coutumier et c'est là que le législateur les a puisées.

CHAPITRE PREMIER

**Des droits qu'ont les créanciers
de faire opposition entre les mains des tiers débiteurs
d'une succession.**

§ 1. — *Généralités*

Le moyen le plus général qu'ont les créanciers de conserver leur gage consiste à s'opposer par un exploit d'huissier à ce qu'un tiers verse entre les mains de leur débiteur les sommes ou les objets mobiliers qu'il lui doit ou dont il peut se trouver détenteur et qu'il serait tenu de lui remettre.

Cette opposition qui n'est en soi qu'une mesure conservatoire (1) est ordinairement suivie d'autres

1. Ceci n'est pas admis universellement et certains auteurs prétendent que dans la saisie-arrêt, tous les actes, même l'opposition, sont des actes exécutoires (V. Glasson et Colmet-Daage, T. II, § 143).

mesures ayant un caractère exécutoire et permettant aux créanciers d'obtenir le paiement de leur dette. Le créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes ou les biens mobiliers dus à son débiteur pour pouvoir les saisir ensuite ; il opère une saisie-arrêt.

C'est le mode normal d'opposition et c'est dans ce sens d'acte introductif d'une saisie-arrêt qu'on l'entend d'une façon générale, au point que l'on prend communément les deux mots comme synonymes. Le titre qui traite de cette question dans notre Code de procédure civile (1) est intitulé : « Des saisies-arrêts ou oppositions », et Pothier employait déjà l'un ou l'autre mot dans le même sens.

§ 2. — *Qui peut former opposition ?*

« Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur ou s'opposer à leur remise ». Tel est le principe général énoncé dans l'article 557 du Code de procédure civile.

L'appliquerons-nous sans restriction lorsque ces tiers sont les débiteurs d'une succession ? Il faut distinguer.

1. Code de procédure civile, 1^{re} partie, livre V, titre VII.

Si l'héritier a accepté la succession purement et simplement, les débiteurs héréditaires deviennent ses propres débiteurs et les créanciers héréditaires deviennent ses créanciers personnels. La question se résout alors d'elle-même puisqu'il y a confusion des deux patrimoines sur la tête de l'héritier.

Les créanciers de la succession, aussi bien que ceux de l'héritier, pourront faire saisie-arrêt entre les mains des débiteurs héréditaires comme entre celles des débiteurs personnels de l'héritier. Nous retombons dans la règle générale et l'article 557 trouvera son application toute naturelle.

Il n'en va pas de même lorsque la succession n'a été acceptée par l'héritier que sous bénéfice d'inventaire. La confusion des deux patrimoines ne se fait alors plus. Les biens de la succession demeurent le gage exclusif des créanciers héréditaires et échappent aux créanciers personnels de l'héritier ; ces derniers ne pourront donc saisir-arrêter les sommes dues à la succession.

Quant aux créanciers héréditaires, il semble qu'il n'y ait aucune raison de leur enlever ce droit. Telle n'est cependant pas l'opinion universellement admise en doctrine et en jurisprudence et si beaucoup d'auteurs s'y rallient, il en est quine l'admettent pas.

Suivant une première opinion (1), l'administration

1. V. CHABOT. Sur l'art. 803. — Paris, 20 septembre 1821,

de la succession est conférée à l'héritier bénéficiaire et lui seul peut agir contre les débiteurs; il est chargé d'administrer et de liquider la succession au nom de tous les intéressés de même que le syndie de la faillite est chargé d'administrer et de liquider les biens du failli au nom de tous les créanciers. Il n'appartient pas à quelques-uns d'entre eux d'entraver par des poursuites individuelles l'exercice du mandat de l'héritier et de faire naître une foule de complications et de frais inutiles préjudiciables à tous. Au surplus, si le législateur avait entendu donner aux créanciers de la succession le droit de faire saisie-arrêt, il ne leur aurait point donné d'autres moyens de protection. Or, d'une part, il leur offre un gage suffisant en leur permettant d'exiger de l'héritier bénéficiaire caution bonne et solvable en vertu de l'article 807 du Code civil et, d'autre part, il récompense leur vigilance en permettant aux plus diligents d'entre eux de passer avant les négligents au moyen de l'opposition spéciale de l'article 808.

Nous rejetons ce premier système. Nulle part la loi n'a conféré à l'héritier bénéficiaire le mandat de liquider les affaires de la succession au nom et dans

V. Sirey, 1822.2.118. — Rouen, 12 août 1826. V. *Recueil des arrêts de Càm et de Rouen*, 1826.2.157. — Tribunal de la Seine, 11 septembre 1844, V. *Journal des Avoués*, 1844, p. 719.

l'intérêt de la masse des créanciers comme elle l'a fait dans le cas de faillite. Si la loi a assimilé parfois la succession bénéficiaire à la faillite, cette assimilation qui est d'ailleurs loin d'être parfaite s'applique particulièrement aux droits des créanciers entre eux et il est impossible de la généraliser. On ne peut pas non plus prétendre que les articles 807 et 808 donnent aux créanciers des moyens de protection tels que la saisie-arrêt deviendrait pour eux une inutilité. L'article 557 du Code de procédure est absolu et aucun texte ne lui enlève ici son application.

Une autre opinion (1) plus conciliante distingue suivant qu'il s'agit d'actes d'administration ou d'actes de liquidation et si elle admet qu'aucun texte n'oblige l'héritier bénéficiaire à liquider la succession, elle tire son argumentation de l'article 803 qui oblige cet héritier à administrer les biens héréditaires.

Suivant cette opinion les créanciers pourront procéder aux actes de liquidation qui ne compètent pas à l'héritier; mais, en aucun cas, ils ne pourront procéder aux actes d'administration attendu qu'ils ne sauraient être autorisés à entraver les pouvoirs de l'héritier par des poursuites intempestivement pratiquées. Or, le recouvrement des sommes dues à la succession est, suivant cette opinion, un acte de pure administration et il n'appartient pas aux créanciers

1. V. AUBRY ET RAU, 4^e édition, t. 6, § 618.

de mettre obstacle par des saisies-arrêts à l'exercice de ce droit, du moment toutefois que l'héritier bénéficiaire n'y apporte aucun retard et que les intéressés n'ont aucun reproche à lui adresser.

Nous n'admettons pas encore ce second système qui, malgré les apparences, n'est pas en accord avec la loi. Et, tout d'abord, il est impossible d'admettre que l'article 803 fasse de l'héritier le mandataire des créanciers. Cet article charge, il est vrai, l'héritier bénéficiaire d'administrer la succession, mais il n'en fait pas pour cela le représentant légal des créanciers; il est écrit dans l'intérêt de l'héritier, représentant du défunt, et dans le but de lui assurer la conservation du bénéfice d'inventaire dont la condition est que les biens héréditaires soient avant tout affectés au paiement des créanciers et des légataires.

Bref, les raisons que l'on donne à l'appui de ces deux systèmes sont en général très faibles et faciles à réfuter. C'est qu'en réalité, il n'existe pas de raison suffisante pour enlever aux créanciers le droit de pratiquer des saisies-arrêts. L'article 557 du Code de procédure est général, et on objecte en vain que l'article 808 du Code civil lui retire son application en notre matière: cet article ne s'applique qu'aux oppositions faites entre les mains de l'héritier bénéficiaire, mais n'enlève pas aux créanciers le droit d'exercer des poursuites individuelles et de conser-

ver leur gage entre les mains des débiteurs de la succession.

C'est à cette troisième opinion que nous nous rangeons, attendu que seule elle nous semble logique et à l'abri des critiques; elle est d'ailleurs assez répandue aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence (1) et elle a pour elle l'autorité de Pothier (2).

Nous admettons donc que les créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire pourront former saisie-arrêt entre les mains des tiers débiteurs de la succession ou possesseurs précaires d'objets mobiliers qui en font partie, puisque la loi ne leur enlève pas ce droit. Toutefois la doctrine et la jurisprudence ont admis avec raison certains tempéraments à cette règle générale pour éviter que des poursuites ne soient engagées à la fois par l'un des créanciers et par l'héritier bénéficiaire en vue du recouvrement d'une même dette. Lorsque l'héritier fait les diligences nécessaires et qu'il agit contre les débiteurs de la succession en vertu du pouvoir que

1. En ce sens : BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 2, §§ 1721, 1725; DEMOLOMBE, t. 15, § 228; DELVINCOURT, t. 2, p. 32, n° 3; DURANTON, t. 7, § 37; LAURENT, t. 10, § 136; LE SELLYER, t. 2, 935; ROUSSEAU ET LAISNEY (V. Saisie-arrêt, n° 20) — et un grand nombre d'arrêts, V. Dijon, 29 mars 1897, D. P. 1898.2.353.

2. POTHIER, t. 1, *Introduction au titre XVII de la coutume d'Orléans*, § 49, p. 499.

lui confère la loi, les tribunaux ne doivent point autoriser un créancier à agir parallèlement. Il faut faire passer l'intérêt général avant l'intérêt particulier et ne pas permettre que la masse des créanciers puisse souffrir d'une augmentation de frais inutilement causée par l'un d'eux.

§ 3. — *Formes de l'opposition et conditions
requisès pour sa validité*

L'opposition consiste en une défense faite par un créancier à un tiers débiteur de son débiteur de se libérer entre les mains de ce dernier. Cette défense doit être signifiée par huissier et l'exploit doit énoncer soit l'ordonnance du juge, soit le titre authentique ou privé en vertu duquel on agit.

Mais, pour que l'opposition soit valable, encore faut-il que les parties réunissent certaines qualités et que la créance elle-même remplisse certaines conditions exigées par la loi.

Pour pouvoir saisir-arrêter les créances ou meubles appartenant à son débiteur, il faut être le créancier personnel de celui-ci. Ainsi un créancier hypothécaire de la succession ne pourra saisir-arrêter les sommes à elle dues si la succession n'est tenue qu'hypothécairement sur un immeuble déterminé.

Le droit commun ne permet de saisir qu'autant

que la créance est certaine, liquide et exigible. Ces règles générales s'appliquent à la saisie-arrêt mais souffrent certaines exceptions lorsqu'il s'agit de l'opposition, simple mesure conservatoire. Il est admis que l'opposition est possible lorsqu'il y a présomption suffisante que l'opposant sera après compte établi créancier certain du saisi. A défaut de liquidité dans la créance la loi permet qu'une liquidation provisoire soit faite par le juge. Enfin, s'il est impossible d'admettre que des mesures exécutoires puissent être employées pour avoir paiement d'une dette non exigible, on ne peut cependant refuser aux créanciers le droit d'user en pareil cas de mesures conservatoires. Les créanciers d'une succession, à terme ou sous condition pourront faire opposition entre les mains des tiers débiteurs héréditaires pour s'assurer le recouvrement de leur créance, lorsque le terme sera échu ou que la condition se sera réalisée. Quant à la créance saisie, elle peut être à terme, conditionnelle ou éventuelle ; le terme où la condition ne font ici nullement obstacle à la validité de l'opposition qui suivra le sort de cette créance.

L'opposition doit être faite entre les mains des tiers débiteurs de la succession ou détenteurs d'objets mobiliers appartenant à la succession. Il faut se garder de considérer comme des tiers les personnes qui se trouvaient placées vis-à-vis du débiteur défunt dans un rapport de dépendance telle que leur

personne se confondait avec la sienne ou les personnes qui se trouvent vis-à-vis de la succession dans ce même rapport étroit de dépendance, comme les serviteurs, les employés, les commis, les caissiers. Tous les débiteurs qui ne se trouvent pas dans ces conditions doivent être considérés comme des tiers ; c'est ainsi qu'il faut même ranger dans cette catégorie les commissionnaires, les banquiers, les dépositaires, l'huissier qui reçoit les fonds pour la succession.

La question de savoir si l'on peut saisir entre ses propres mains, lorsque la compensation légale n'est pas possible, est très controversée ; beaucoup d'auteurs le nient bien que notre ancien droit ait admis la saisie-arrêt sur soi-même ; ils tirent argument du silence du Code qui ne doit provenir que d'un oubli. En tous cas, la négative n'est plus possible pour l'opposition ; la loi n'a pu enlever à un créancier, sous le prétexte qu'il se trouvait débiteur de son débiteur, le droit de conserver son gage à l'égal des autres, et d'user des mêmes moyens qu'eux pour venir à une distribution par contribution.

En résumé tout créancier personnel de la succession, pur et simple, à terme, ou sous condition, pourra s'opposer par un exploit d'huissier à ce que les tiers débiteurs de la succession se libèrent de leurs dettes en d'autres mains que les siennes.

§ 4. — *Effets de l'opposition*

L'opposition amène des effets différents suivant le point de vue auquel on l'envisage.

Vis-à-vis du débiteur saisi, ici de la succession ou mieux des héritiers ou autres personnes qui la représentent, elle a pour effet de rendre la créance qui en est l'objet indisponible entre leurs mains. Il s'ensuit qu'ils ne sauraient plus faire aucun acte destiné à éteindre ou à amoindrir cette créance, bien qu'elle demeure encore dans le patrimoine de la succession. Ainsi, ils ne pourraient en exiger le paiement, il leur serait impossible de consentir valablement une remise de la dette, de faire une novation, d'opposer au tiers saisi cette créance en compensation, de la céder, sauf exception pour ce qui excède le montant de la dette.

En second lieu, l'opposition emporte interdiction pour le tiers saisi de payer le saisi ou de lui remettre les objets mobiliers lui appartenant et dont il se trouverait détenteur. Le paiement fait au mépris de cette opposition devrait être considéré comme nul vis-à-vis du saisissant dans la mesure où il lui porterait préjudice; il constituerait une faute lourde ou même un délit civil et celui-ci aurait le droit d'exiger un nouveau paiement auquel le tiers saisi ne

pourrait se soustraire par aucun moyen et dont il supporterait les conséquences sauf le recours parfois inutile qu'il aurait contre le saisi. Il y a pourtant des cas dans lesquels le paiement pourrait être valablement fait, nonobstant une opposition, mais, aux risques et périls du tiers saisi : par exemple celui-ci pourrait payer valablement, d'une part si l'opposition qu'il a entre les mains était nulle pour vice de forme ou comme portant sur des objets insaisissables, d'autre part si le paiement ne devait pas nuire au saisissant, au cas où ce dernier, créancier chirographaire, serait exclu par un créancier privilégié ou hypothécaire.

L'opposition faite par l'un des créanciers de la succession ne profite qu'à lui, à l'exclusion de tous les autres. Ce n'est pas à dire que seul il pourra se faire payer sur la créance saisie-arrêtée, d'autres créanciers peuvent user après lui de cette mesure conservatoire et prendre part à une distribution par contribution. D'après l'opinion de la jurisprudence (1), assez généralement admise en doctrine, tant que le jugement de validité de la saisie n'est pas passé

1. Suivant un *second système* l'opposition ne serait possible que jusqu'au prononcé du jugement de validité ; — suivant un *troisième*, beaucoup plus large, elle le serait encore jusqu'au paiement. V. GLASSON et COLMET D'ANGE, t. 2, § 150 p. 209.

en force de chose jugée, de nouvelles oppositions peuvent être valablement faites. Mais, il n'est pas ici fait un appel aux créanciers, et ceux-là seulement qui ont conservé leurs droits et qui se sont opposés à ce qu'un paiement soit fait, auquel ils ne participeraient pas, seront admis à se partager la somme saisie-arrêtée au prorata de ce qui leur est dû.

Ce mode d'opposition n'exclue nullement les autres modes spéciaux à la matière des successions ; nous verrons qu'on peut, à la fois opérer une saisie arrêt sur les créances dues à la succession et former une opposition à partage en vertu de l'article 882 du Code civil ou s'opposer en vertu de l'article 808 à ce que l'héritier bénéficiaire se dessaisisse des deniers héréditaires et néglige de tenir compte dans ses paiements de la créance qui a fait l'objet de l'opposition.

CHAPITRE II

De l'opposition à partage.

§ 1. — *Généralités*

En vertu de l'article 882 du Code civil, les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence ; ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais, mais ne peuvent attaquer un partage consommé à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée. La jurisprudence interprète très largement cet article et assimile à l'opposition au partage la demande en partage.

Sans doute, les créanciers ont un moyen général de faire révoquer les actes frauduleux ; l'article 1167 leur permet de les attaquer et de les faire annuler, lorsqu'ils leur ont causé un préjudice et qu'il y a

fraude caractérisée. Mais l'annulation d'un partage est une chose trop grave, et trop de personnes sont intéressées à ce que cet acte soit stable et ne puisse être attaqué pour que le législateur ait permis aux créanciers de la faire prononcer. Il a donc préféré déroger à la règle générale de l'article 1167 et il a retiré aux créanciers l'action révocatoire, mais il a organisé à leur profit un système préventif qui leur permet, au moyen de l'intervention personnelle et directe dans les opérations du partage d'éviter les fraudes qui pourraient être commises à leur préjudice.

Le débiteur copartageant de mauvaise foi a en effet de nombreux moyens de léser les droits de ses créanciers, surtout lorsque ses cohéritiers se font les complices de sa fraude.

Il peut faire en sorte que la part lui incombant dans le partage et destinée à accroître le gage de ses créanciers se trouve amoindrie par des arrangements de famille. Ainsi, il acceptera un partage inégal et se fera attribuer une part de trop peu de valeur, tandis qu'il recevra secrètement une compensation ignorée des créanciers, ou bien il se soumettra à un rapport qu'il ne doit pas, ou bien encore il laissera attribuer à ses copartageants des prélèvements qui ne leur sont pas dus.

Un autre moyen consiste pour le débiteur à faire composer son lot en valeurs qui échappent à l'action des créanciers comme les rentes sur l'État, ou en

valeurs faciles à dissimuler comme l'argent ou les titres au porteur.

Enfin, le débiteur de mauvaise foi, s'il a hypothéqué un des immeubles de la succession indivise, peut faire en sorte que cet immeuble ne lui soit pas attribué et qu'en vertu de l'effet déclaratif du partage, l'hypothèque tombe comme ayant été consentie « *a non domino* ».

En intervenant dans le partage, les créanciers éviteront que ces différentes fraudes soient commises. Ils pourront surveiller l'égalité absolue des lots et s'opposer à ce qu'une part de trop peu de valeur soit réservée à leur débiteur. Pour combattre la seconde fraude, ils exigeront la stricte application de l'article 832 du Code civil, qui veut que les lots soient composés, autant que possible de la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. Enfin, les créanciers hypothécaires exigeront le tirage au sort et l'existence de leur hypothèque ne dépendra plus de la volonté des copartageants.

§ 2. — *Qui peut s'opposer au partage*

Le droit de faire opposition au partage ou le droit de le provoquer ou d'y intervenir n'appartenait au-

trefois qu'aux créanciers hypothécaires. Notre Code civil est beaucoup plus large, et l'article 882 ne renferme plus cette restriction qui se trouvait encore dans le projet de l'an VII. En vertu de cet article, tous les créanciers des copartageants, mais eux seuls, peuvent s'opposer à ce que le partage soit fait en dehors de leur présence ; la loi ne distingue plus entre les créanciers chirographaires et les créanciers hypothécaires, et cela avec raison puisque, suivant les circonstances, ils ont, les uns comme les autres, le même intérêt à surveiller les opérations du partage. L'article 882 déroge, en faveur des créanciers des copartageants, au principe qui ne permet pas aux créanciers d'intervenir dans les actes que fait leur débiteur sauf à les attaquer ensuite s'ils ont été faits en fraude de leurs droits.

La loi n'accorde pas le droit d'opposition aux créanciers de la succession ; ceux-ci n'ont pas en effet à redouter les fraudes dont les créanciers personnels des copartageants peuvent être victimes et ils ne peuvent pas être lésés par la façon dont les lots sont distribués entre les héritiers. D'une part, ils disposent d'une action contre chacun des cohéritiers proportionnellement à leur part héréditaire, et pour garantir la conservation de leurs droits, ils peuvent requérir l'apposition des scellés et l'inventaire et s'opposer à la levée des scellés hors de leur présence ; ils ont, d'autre part, le droit de poursuivre,

après comme avant le partage, les détenteurs des immeubles héréditaires affectés au paiement de leur créance.

Cependant, le droit de faire opposition au partage ne doit pas être refusé à tous les créanciers d'une succession quels qu'ils soient. Sans aucun doute on ne peut le leur accorder lorsque la succession n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire puisque les créanciers de la succession ne sont pas devenus les créanciers personnels de l'héritier ; mais il n'y a aucune raison de le leur refuser en cas d'acceptation pure et simple. Les créanciers de la succession ont alors les mêmes droits que ceux des copartageants et l'article 882 s'étendra à eux ; il en sera ainsi quand bien même ils auraient demandé la séparation des patrimoines ; cette mesure purement conservatoire ne leur enlève pas en effet leur qualité de créanciers personnels des héritiers, elle est pour eux une simple faculté et non pas une obligation.

Le droit de faire opposition au partage n'appartient qu'aux créanciers des copartageants dont la créance est certaine, sans qu'il soit pour cela nécessaire que le montant en soit également certain ; il faut en outre que la créance soit née antérieurement à l'époque à laquelle le partage s'est accompli et que le débiteur ait conservé ses droits successifs, car s'il les avait cédés régulièrement et de bonne foi, il serait devenu étranger au partage et le droit d'intervention

aurait été enlevé à ses créanciers pour passer aux créanciers du cessionnaire.

Les créanciers à terme ou conditionnels peuvent user de ce droit; l'opposition est en effet une mesure purement conservatoire et, d'après l'article 1180 du Code civil, « le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit »; il a même été jugé qu'il suffit d'un droit éventuel même contesté sur la succession pour autoriser l'intervention au partage du tiers qui en est saisi. Les créanciers d'un légataire universel doivent jouir également du droit d'intervention pourvu toutefois qu'il y ait eu exécution du testament; et cela, alors même qu'ils ne justifieraient d'aucun acte prouvant, soit la demande en délivrance faite à l'héritier légitime, soit la présentation au président du tribunal du testament olographe, soit l'ordonnance d'envoi en possession des biens au profit du légataire universel.

C'est une question discutée de savoir si les créanciers d'un copartageant peuvent intervenir au partage en vertu d'un droit qui leur est propre ou s'ils exercent simplement ici les droits et actions de leur débiteur ainsi que leur permet de le faire l'article 1166 du Code civil. Les opinions diffèrent suivant la façon d'interpréter l'article 2205 qui interdit aux créanciers d'un cohéritier de saisir et de mettre en vente la part indivise de ce cohéritier dans les im-

meubles de la succession, avant la licitation ou le partage.

Théoriquement, disent certains auteurs (1), les créanciers devraient pouvoir, en vertu d'un droit qui leur est propre, saisir et faire vendre cette part indivise comme les autres biens de leur débiteur; mais l'article 2205, à cause de certains inconvénients pratiques, ne leur permet pas de la mettre en vente avant le partage qu'ils peuvent d'ailleurs provoquer.

C'est donc bien en vertu d'un droit propre qu'ils peuvent provoquer le partage pour aboutir à la saisie et à la vente des biens de leur débiteur, conséquence du droit de gage général que leur confère l'article 2092.

Cette opinion n'est pas dominante en doctrine et en jurisprudence, et on tend de plus en plus à admettre que le droit de provoquer le partage découle du principe général énoncé en l'article 1166, qui permet aux créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur (2). Nous nous rangeons à ce second sys-

1. En ce sens : BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL, t. 2, § 942; HUC, t. 5, § 281. — V. Douai, 26 décembre 1853, D. P. 1855.2.340.

2. En ce sens : AUBRY ET RAU, t. 6, § 621 *bis*; — DEMOLOMBE, t. 15, § 623; — GARSONNET, t. 3, p. 587, n° 4; — LE SELLYER, t. 2, § 1079. 1080; — LAURENT, t. 10, § 255. — V. Requêtes, 24 février 1869, D. P. 1870.1.64. — Paris, 6 avril 1886. *Pandec-*

tème suivant lequel les créanciers demeurent les ayants cause de leur débiteur.

L'opinion adverse fait des créanciers des tiers et c'est bien pour cette raison qu'elle ne peut être admise, attendu que, sauf dans quelques cas formellement indiqués par la loi, les créanciers sont les ayants cause de leur débiteur. Nous devons nous en tenir à l'application stricte de la loi qui nulle part ne considère comme des tiers les créanciers intervenant au partage ; les articles 2205 et 882 ne sont donc que les corollaires de l'article 1166 : les créanciers exercent les droits et actions de leur débiteur lorsqu'ils interviennent au partage.

Par application de ce principe, on doit conclure que la demande en partage formée par les créanciers n'est pas recevable lorsqu'elle est déjà introduite par le débiteur ou même par l'un quelconque des cohéritiers, le serait-elle devant un tribunal incompétent. Bien plus, les créanciers ne pourront intenter cette action qu'autant que le débiteur refusera ou négligera d'exercer ses droits. Dans ces deux cas, les créanciers pourront seulement intervenir dans le partage. Il a été jugé que la poursuite en licitation et partage doit plutôt être attribuée aux copartageants

tes françaises périodiques, 1886.2.325. — Toulouse, 26 juin 1889. D. P. 1891.2.65. — Bordeaux, 23 mai 1893, D. P. 1894. 2. 48.

qu'à un de leurs créanciers bien que celui-ci ait formé sa demande le premier, lorsqu'on ne peut reprocher aux cohéritiers ni fraude ni négligence. D'autre part, il est permis à un débiteur de reprendre en son nom personnel la poursuite intentée par son créancier, sauf à respecter le droit afférent à ce dernier de rester dans l'instance aux frais dudit débiteur (1).

Mais, si les créanciers peuvent exercer les droits de leur débiteur, il ne s'ensuit pas que leur action doit toujours être admise, serait-elle sans intérêt. Lorsque cette action ne présente aucune utilité pour la conservation du gage général du créancier, elle doit être écartée: à ce point de vue, le juge du fonds a le pouvoir d'apprécier si elle repose sur un intérêt sérieux et légitime. Ainsi elle devra être écartée comme prématurée lorsqu'elle sera formée avant l'expiration des délais accordés à l'héritier pour faire inventaire et délibérer, et comme sans intérêt lorsqu'il résultera de l'inventaire de la succession que celle-ci ne comprend aucun immeuble et que l'actif mobilier est insuffisant pour acquitter les dettes, ou encore quand cette demande interviendra alors que les héritiers majeurs et maîtres de leurs droits seront d'accord pour procéder à un partage amiable ; dans ces différents cas, les créanciers pourront seulement

1. Tribunal civil de Metz, 12 avril 1850, D. P. 1850. 5. 341.

intervenir. Il ne faut cependant pas aller trop loin et déclarer la demande en partage non recevable comme sans intérêt, lorsque le créancier avait d'autres moyens d'action, la saisie-arrêt par exemple ; le créancier peut simultanément demander le partage au nom de son débiteur et saisir-arrêter les sommes dues à ce dernier par ses cohéritiers, puisque la saisie-arrêt lui procurera un droit privatif et exclusif que ne lui donnerait pas le partage opéré sur sa demande.

Une autre conséquence du système que nous adoptons est que le débiteur conservera l'exercice de tous ses droits et que la demande en partage du créancier ne l'empêchera pas de disposer comme il l'entendra de sa part des biens de la succession.

Le tribunal, saisi d'une action en partage, n'est pas tenu d'ordonner que le partage soit fait judiciairement, lors même que les créanciers demanderaient qu'il en fût ainsi, si toutefois les cohéritiers sont majeurs, maîtres de leurs droits et d'accord pour procéder à l'amiable. L'article 882 autorise bien le créancier d'un copartageant à intervenir dans le partage et à en surveiller les opérations pour éviter que ses droits ne soient lésés ; mais il ne l'autorise pas à imposer ses volontés aux parties et à exiger que le partage ait lieu dans les conditions qu'il juge les plus favorables à ses intérêts ; il doit laisser aux cohéritiers la plus grande liberté d'action, à condition tou-

tefois que ceux-ci n'apportent volontairement ni retard, ni négligence.

Les créanciers, pour exercer l'action en partage, ne sont soumis à aucune règle particulière ; ainsi leur qualité est suffisamment établie par un jugement pronçant contre le débiteur une condamnation correctionnelle et la demande en partage pourra être introduite par eux, même avant la signification du jugement, attendu qu'elle est une simple mesure conservatoire. Ils ne seront pas tenus, avant d'exercer leur action de mettre le débiteur en demeure, alors surtout que celui-ci a employé certains moyens frauduleux pour échapper à leurs poursuites.

L'action en partage des créanciers n'est recevable qu'à la condition d'embrasser la totalité de la succession et ceux-ci n'ont pas le droit de provoquer un partage partiel comprenant seulement les biens qu'ils veulent saisir ou qui leur ont été hypothéqués.

En tous cas les frais de l'opposition ne sont jamais à la charge de la succession quand bien même cette opposition aurait eu son utilité générale et aurait servi notamment à rectifier les bases de la liquidation. L'article 882 est absolu sur ce point, les créanciers ne peuvent faire supporter par la masse leurs frais d'intervention, ils ont seulement un recours contre leur débiteur s'il y a lieu.

De ce que l'intervention d'un créancier, dans un partage, doit avoir lieu à ses frais, il découle que l'augmentation de frais occasionnée par cette intervention dans les contestations entre cohéritiers retombe à sa charge personnelle, aurait-il gain de cause (1). Il importe donc d'ajouter aux frais faits par les créanciers eux-mêmes et que la succession ne doit pas supporter ceux que leur présence nécessite, par exemple ceux qui proviennent des significations faites par le poursuivant aux avoués des créanciers intervenants, droits de timbre, de copie, d'enregistrement, de signification d'huissier audien-cier.

A quels actes les créanciers des copartageants peuvent-ils intervenir ? Suivant certains auteurs (2), le droit d'intervention s'appliquerait non seulement aux actes qui, faisant cesser l'indivision, sont équivalents au partage, mais encore à tous ceux qui, ayant pour but de mettre fin à l'indivision, ne produiraient pas cet effet. Une autre opinion veut que les créanciers ne puissent se prévaloir du droit d'intervention que relativement aux actes indiqués par l'article 883 et qui, faisant cesser l'indivision, sont équivalents au

1. En ce sens, LAURENT, t. 10, § 529. *Contra*, BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 3, § 4332.

2. En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 3, § 4255.
— LAURENT, t. 10, p. 54.

partage. Enfin, d'après l'opinion dominante, consacrée par la jurisprudence, il ne faut pas étendre en dehors des cas qu'elle prévoit la disposition de l'article 882 qui est exceptionnelle de sa nature et en dehors du droit commun (1) ; le droit d'intervention ne s'applique qu'au partage et à tous les actes de liquidation qui le préparent et qui, à ce titre, peuvent être considérés comme en faisant partie intégrante.

§ 3. — *Formes de l'opposition*

La loi n'a pas déterminé d'une façon spéciale les formes de l'intervention ou de l'opposition ; dans son silence, on doit décider que cet acte n'est pas soumis aux formes spéciales de la saisie-arrière. L'opposition peut résulter d'un acte quelconque, extra-judiciaire ou non, qui manifeste l'intention du créancier de concourir aux opérations du partage : ainsi une opposition à la levée des scellés indiquera suffisamment cette intention de prendre part au partage, soit même qu'elle résulte d'une déclaration insérée dans le procès-verbal de scellés ou d'un exploit signifié au greffier de la justice de paix. La dite opposi-

1. Dijon, 18 novembre 1891. D. P. 1893.2.118.

tion, quoiqu'elle n'ait pas été notifiée aux autres créanciers, empêchera le cohéritier débiteur de disposer de sa part héréditaire au préjudice des droits de l'opposant. La réquisition d'apposition de scellés, pourvu toutefois qu'il y ait été donné suite, est elle-même un acte équivalent à l'opposition à partage. Celle-ci, dans ces deux cas, est suffisamment connue de tous les cohéritiers, et il ne semble pas dès lors nécessaire qu'une notification individuelle doive être faite à chacun d'eux. Il en est de même pour certains actes équivalents à opposition à partage et notamment pour ceux qui ont date certaine et sont connus de tous les héritiers.

Mais, lorsqu'il n'en est pas ainsi, ce qui est une formalité essentielle pour la validité de l'opposition, c'est qu'elle soit notifiée non pas seulement au copartageant débiteur, mais encore à tous les copartageants ; c'est qu'en effet elle est exigée dans leur intérêt à tous afin d'éviter que le partage consommé ne puisse être attaqué et annulé. Si cette notification n'était pas faite, si l'opposition n'était portée qu'à la connaissance de certains héritiers seulement, elle devrait être considérée comme non avenue par suite de l'indivisibilité du partage. Le créancier opposant, s'il n'était pas appelé ne pourrait alors pas demander des dommages-intérêts à ceux qui connaissent sa volonté d'assister au partage ; néanmoins au cas où l'un des cohéritiers se serait hâté de faire ter-

miner le partage pour ne pas laisser au créancier le temps de lui faire la notification, ce dernier ne pourrait se prévaloir du défaut de notification s'il était établi qu'il avait eu connaissance personnelle de l'opposition.

Il résulte de plusieurs arrêts qu'une saisie pratiquée sur des immeubles indivis d'une succession par le créancier d'un cohéritier ne vaudra opposition à partage qu'autant qu'elle aura été dénoncée à tous les cohéritiers (1) et la transcription seule ne serait pas suffisante pour opérer cette effet. Cependant lorsque les cohéritiers sont intervenus dans l'instance, pour demander par exemple la distraction d'un des immeubles saisis, l'opposition est réputée suffisamment connue d'eux.

De même que la saisie, une inscription hypothécaire prise par un créancier sur les biens de la succession ne tiendra lieu d'opposition à partage qu'autant qu'elle aura été portée à la connaissance de tous les cohéritiers.

De quelle façon doit-on faire connaître aux copartageants l'opposition à partage formée par un créan-

1. V. Agen, 11 décembre 1854 (D. P. 1856.2.12). — Bordeaux, 28 février 1894 (*Gazette du Palais*, 25 avril 1894). — V. aussi DEMOLOMBE, t. 17, § 234; — AUBRY et RAU, t. 6, p. 597 note 60; — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 3, § 4191; — HUC, t. 5, § 200; — LAURENT, t. 10, § 527.

cier? La plupart des auteurs exigent qu'une notification soit faite à chacun d'eux individuellement (1) même dans le cas d'un partage amiable. La jurisprudence adopte au contraire avec certains auteurs (2) un autre système d'après lequel une notification individuelle n'est pas nécessaire : il suffit que tous les cohéritiers connaissent d'une manière quelconque l'opposition formée pour que celle-ci soit valable. D'après cette seconde opinion il n'est pas indispensable de la signifier au copartageant débiteur quand elle a été notifiée à tous ses cohéritiers et qu'elle est notoirement connue de lui ou qu'elle a été signifiée aux personnes qui le représentent, tel qu'un notaire ou un mandataire. En tous cas, lorsqu'il n'a été fait aucune notification aux copartageants, ceux-ci ne seront plus autorisés à se prévaloir de ce défaut de notification, lorsqu'ils auront ensuite admis sans protestations la présence du créancier au partage.

La loi n'impartit aucun délai pour former l'opposition au partage, qui sera toujours valablement faite tant que cet acte ne sera pas consommé. L'opposi-

1. AUBRY et RAU, t. 6, p. 598, n° 59. — DEMOLOMBE, t. 17, § 231. — HUC, t. 5, n° 300. — LAURENT, t. 10, § 526. — V. aussi, Bourges 27 août 1852 (D. P. 1854.2.72).

2. Requête, 18 février 1862 (D. P. 62.1.224). — Paris, 15 mars 1860 (D. P. 1861.2.14 et 15). — Tr. civ. de Lourdes, 9 février 1887 (*France judiciaire*, 1887.2.315).

tion sera réputée tardive, serait-elle formée quelques jours seulement après l'ouverture de la succession, si déjà il était intervenu entre les cohéritiers un partage non frauduleux.

Quand un partage est-il consommé? Il faut distinguer suivant que cet acte est fait en justice ou à l'amiable.

Un partage judiciaire n'est réputé consommé que lorsque le tribunal l'a homologué; tant que le jugement d'homologation n'a pas acquis force de chose jugée, les créanciers peuvent y former tierce opposition, conséquence de leur droit d'intervention. Ainsi il n'y a pas partage consommé si l'on s'est borné simplement à en arrêter les bases; il faut donc autoriser le créancier à faire tierce opposition à un jugement qui aurait seulement fixé les droits respectifs des cohéritiers, sans procéder à l'estimation des immeubles et aux comptes entre les parties, quand bien même le débiteur aurait acquiescé à ce jugement.

Le partage amiable est consommé par la répartition des biens entre les héritiers, avant même que ceux-ci aient été mis en possession de leurs lots; encore faut-il que les lots aient été composés et qu'il en ait été fait attribution aux ayants droit. De même il y a partage consommé lorsque tous les héritiers ont donné par acte authentique leur approbation définitive à l'acte de partage dressé par le notaire

commis, qu'ils lui ont donné le caractère d'un règlement absolu et définitif de leurs droits respectifs et qu'ils ont déclaré se désister de toute instance pendante.

Les règles que nous venons d'énoncer s'appliquent également à un partage partiel. Par exemple un partage partiel entre majeurs, mais définitif quant aux objets qu'il comprend, doit être réputé consommé et n'est plus attaquant par les créanciers, bien que la liquidation définitive des biens de la succession ait été remise à une date ultérieure.

L'acte par lequel l'héritier réservataire et le légataire de la quotité disponible règlent leurs droits respectifs dans la succession doit être également assimilé à un partage consommé.

§ 4. — *Effets de l'opposition*

Les effets de l'opposition sont bien différents suivant que les héritiers en ont tenu compte ou non, c'est-à-dire suivant qu'ils ont appelé les créanciers opposants aux opérations du partage ou qu'ils ont négligé de le faire.

L'opposition a pour effet d'empêcher que les opérations du partage puissent être faites en dehors de la présence des créanciers opposants ou du moins sans qu'ils y aient été appelés. S'il a fait connaître à

tous les copartageants son intention d'assister au partage, le créancier d'un des cohéritiers doit y être convoqué dès le début des opérations. Mais le fait par les cohéritiers de se conformer à la loi en admettant la présence au partage de l'opposant et même en la provoquant n'implique pas pour eux la reconnaissance de la dette ; s'il survient des contestations par la suite, le créancier aura à justifier de sa qualité ; il en serait autrement si en acceptant l'intervention du créancier, les copartageants avaient formellement reconnu l'existence de sa créance.

Il n'est pas nécessaire dans un partage judiciaire de dénoncer chaque acte nouveau de la procédure au créancier opposant, alors qu'il a été mis en demeure d'être présent au partage, alors qu'il a été averti que les opérations commençaient, ou, pour le cas de l'intervention, qu'elles l'étaient déjà. Ainsi averti et mis en demeure, si le créancier garde le silence, on considère son opposition comme non avenue et les actes ultérieurs de la procédure ne lui seront pas signifiés ; il lui sera impossible ensuite d'attaquer le partage fait en dehors de sa présence, attendu que les copartageants ont tenu compte de son opposition et que lui seul est en faute de n'en avoir pas profité.

Cette règle ne doit pas être observée dans les partages amiables pour lesquels il n'y a pas de procédure suivie et dont les différents actes ne s'enchaî-

ment pas de la même façon : une seule mise en demeure serait insuffisante et le créancier opposant doit être appelé spécialement à chaque opération par un avis préalable sous quelque forme qu'il soit donné.

Un autre effet très discuté de l'opposition consiste à savoir si elle opère une sorte de mainmise sur les droits successifs du débiteur ou si ce dernier en conserve l'entière et libre disposition.

Suivant un premier système (1) l'opposition empêche que le cohéritier débiteur puisse disposer à l'insu des créanciers de tout ou partie des valeurs de la succession, tant que le partage n'est pas consommé. S'il en était autrement, disent les partisans de ce système, la mesure conservatoire prise par les créanciers serait illusoire, puisque le débiteur pourrait, par une vente de ses droits successifs en arrêter les effets. Par suite les biens que l'héritier est appelé à recueillir sont affectés, du fait de l'opposition, au paiement de la dette, et demeurent le gage des créanciers sans qu'il soit possible qu'ils échappent à cette affectation; ainsi une cession de ses droits successifs faite par un copartageant débiteur postérieurement à l'opposition est considérée comme non avenue à

1. En ce sens, Aubry et Rau, t. 3, § 599 ; — Dictionnaire, t. 17, § 118 ; — Laurent, t. 10, § 531 ; — Voir aussi Paris, 15 mars 1860, D. P. 1861.2.14. — Civ. C. 30 juillet 1895, (Rapport du conseiller Faye), D. P. 1896.1.369. — Civ. C. 18 juillet 1899, D. P. 1900.1.17.

l'égard du créancier du cédant. Toutefois, les effets de cette opposition ne vont pas jusqu'à enlever au copartageant débiteur la libre et entière administration de ses biens dans la succession ; il peut céder sa part des loyers et fermages, et cette cession, quoique postérieure à l'opposition, conférera au concessionnaire un droit exclusif et absolu et les créanciers opposants du cédant ne seront pas admis à concourir avec lui.

D'après un second système (1), l'opposition ne met nullement obstacle à la cession de droits successifs ; ni à la mise en gage des biens héréditaires par le débiteur, ni à tout autre acte de disposition ; elle a pour seul effet d'empêcher qu'il ne soit procédé au partage en dehors de la présence des créanciers opposants. Nous nous rangeons à cette seconde opinion : s'il est vrai, en effet, comme nous l'avons reconnu, que le créancier opposant exerce les droits et actions de son débiteur en vertu de l'article 1166 du Code civil nous ne pouvons admettre que l'opposition ait pour

1. En ce sens : BAUDRY-LACANTIERRE et WARI, t. 3, n° 4217 ; — HEC, t. 5 § 433 ; — GLASBEY, D. P. 1896.1.369 (Dissertation notes 3 et 4) ; — ROUSSEAU et LAMBEY, V. *Partage*, § 146. V. aussi Douai, 24 mai 1850, D. P. 1851.2.87. — Bordeaux, 4 décembre 1872, D. P. 1873.2.107. — Dijon, 16 mars 1874, D. P. 1876.5.327. — Gand, 25 janvier 1885. *Pasicrisie belge*, 1885.2.108. — Douai, 20 décembre 1890, D. P. 1892.2.57. — Tr. de Montdidier, 9 juillet 1891. *Journal des audiences de la Cour d'Amiens*, 1892, p. 241.

effet de restreindre les droits de ce dernier et de rendre sa part héréditaire indisponible entre ses mains. Ainsi l'opposition à partage met bien obstacle à ce que cet acte puisse être opéré hors la présence des opposants, mais n'empêche pas que le débiteur cède valablement sa part dans l'hérédité indivise ; les créanciers du cédant n'ont alors aucun moyen de faire tomber cette cession, à moins qu'elle ne soit le résultat d'un concert frauduleux entre leur débiteur et le cessionnaire. En pareil cas ils pourraient alors agir en vertu du droit propre que leur donne l'article 1167 et attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Une autre conséquence de ce système est que l'hypothèque conférée sur un immeuble héréditaire, même postérieurement à l'opposition, est valable, si l'on ne peut relever aucune fraude dans le contrat que garantit cette hypothèque. De même encore l'opposition à partage faite sous la forme d'opposition aux scellés ne dessaisit pas le cohéritier débiteur de la libre disposition de ses droits successifs et les cessions par lui faites à des tiers de bonne foi sont valables.

Un troisième système soutenu seulement par Massé et Vergé (1) fait les distinctions suivantes : si

1. V. ZACHARIE, annoté par MASSÉ et VERGÉ, t. 2, § 393, p. 390.

la cession est consentie à un cohéritier et met fin à l'indivision ou équivaut à partage, elle ne peut l'être valablement au mépris d'une opposition ; mais si elle n'a d'autre résultat que de substituer un ayant droit à un autre, ou de diminuer le nombre des copartageants, l'opposition ne peut y faire obstacle pourvu que le cessionnaire soit de bonne foi.

Ces auteurs retombent en somme dans le second système mais à cette condition que la cession ne fasse pas cesser l'indivision et ne soit pas un empêchement à ce que le partage se fasse.

L'opposition formée par un créancier ne profite qu'à lui seul et jamais à ses propres créanciers. En outre, les créanciers d'un copartageant ne peuvent pas davantage se prévaloir de l'opposition faite par l'un d'eux soit pour intervenir au partage, soit pour le faire annuler ; bref l'opposition est une mesure conservatoire qui ne profite exclusivement qu'à celui dont elle émane.

Lorsque le créancier opposant a été appelé au partage et que ce partage est consommé, les effets de l'opposition disparaissent à son égard et sa situation ne diffère plus de celle des autres créanciers ; il n'a plus alors, sur le part héréditaire de son débiteur d'autres droits que ceux qu'il tient du droit commun. Ainsi l'opposition ne donne au créancier aucun droit de préférence sur les biens héréditaires de son débiteur ; il a pu seulement surveiller le

partage et il ne pourrait prétendre se faire attribuer personnellement certaines valeurs de la succession, car l'attribution des biens doit toujours être faite au profit des copartageants eux-mêmes et ce n'est qu'en cas de faillite ou de déconfiture qu'elle peut être consentie au nom des créanciers.

Nous venons d'étudier les effets de l'opposition avant et après le partage lorsque le créancier a été appelé à ces opérations. Nous allons les étudier dans le cas où au mépris de l'opposition le partage a été effectué en dehors de la présence des créanciers opposants et que les copartageants sont en faute de ne pas les y avoir appelés.

Les créanciers opposants, lorsqu'ils n'ont pas été appelés au partage, peuvent, en vertu de l'article 882, soit demander en justice la révocation du partage, soit intenter une action en dommages-intérêts destinés à réparer le préjudice causé. Leur droit s'applique à un partage de meubles ou d'immeubles, amiable, judiciaire, ou provenant d'une licitation : toutefois, l'on doit se rappeler que si l'adjudication sur licitation a lieu au profit d'un étranger, elle produit l'effet d'une vente et ne peut en conséquence être attaquée.

Il est pourtant des cas où le partage d'une succession opéré au mépris d'une opposition formée par le créancier d'un des cohéritiers n'est pas nécessairement nul vis-à-vis de celui-ci et ne peut être attaqué par lui. En effet, il est de jurisprudence cons-

tante que le partage ne peut être annulé qu'autant qu'il cause au créancier opposant un préjudice appréciable : donc, lorsque le demandeur en nullité du partage ne pourra pas justifier de son intérêt à l'attaquer, les juges devront le débouter de sa demande et laisser subsister cet acte. Il résulte de là que le créancier ne peut pas, à défaut d'intérêt, demander que les immeubles héréditaires, vendus pour faciliter les opérations, soient réintégrés dans la masse à partager. De même lorsque les immeubles ont été vendus et qu'ils ont atteint toute leur valeur vénale, le créancier ne sera pas recevable à faire tomber la vente.

Si l'on exige que le créancier opposant fasse la preuve d'un intérêt personnel pour pouvoir attaquer le partage, il n'est nullement tenu de prouver qu'il a été usé de dol ou de fraude à son détriment.

Ce qui précède ne s'applique qu'au partage et dans le cas seulement où le créancier opposant a été appelé à cet acte et en a surveillé les opérations, il ne faut pas l'étendre aux actes qui, d'après l'article 883, ne produisent pas l'effet déclaratif du partage, attendu que l'article 882 a surtout été écrit pour permettre aux créanciers des copartageants d'échapper aux conséquences désastreuses qu'aurait pour eux cet effet déclaratif.

Lorsque c'est le créancier qui a négligé de se présenter aux opérations auxquelles il avait été ap-

pelé, il devra être déclaré non recevable à attaquer le partage consommé. Par exemple, s'il n'est pas intervenu dans la procédure du partage, bien qu'ayant été mis en demeure de le faire, il ne peut plus, après que les lots ont été tirés au sort, demander le maintien d'un précédent partage des mêmes biens. De même, s'il lui a été fait sommation de prendre connaissance d'un projet de partage dressé hors de sa présence et de le contredire s'il y a lieu, son silence le rendra non recevable à exiger un nouveau partage.

Il rentre alors dans la catégorie des créanciers qui ont négligé d'exercer leur droit de surveillance au moyen de l'opposition et dont il nous reste à nous occuper pour terminer ce chapitre.

Le partage consommé ne peut être attaqué par les créanciers qui ont négligé d'exercer leurs droits de surveillance au moyen de l'opposition. Cette règle générale est applicable non seulement aux créanciers, mais encore à tous les ayants droit d'un copartageant, par exemple aux tiers détenteurs d'immeubles de la succession qui ont acquis de l'un des cohéritiers sa part dans un objet déterminé, à l'acquéreur d'un immeuble compris dans un partage d'ascendants annulé après la mort du donateur et suivi d'un nouveau partage, enfin, en général, à tout cessionnaire de droits indivis dans la succession.

Cependant, l'acte de partage ne peut être opposé aux créanciers qu'à la condition d'avoir acquis une

date certaine. Ainsi un opposant auquel on présenterait un acte de partage consommé qui rendrait inutile son opposition serait admis à l'attaquer comme antidaté ou postérieur à son intervention au cas où cet acte ne serait pas authentique ou n'aurait pas été soumis à l'Enregistrement ; il serait trop facile en effet d'évincer un créancier au moyen d'un acte de partage fictif, rédigé sous la forme d'un sous-seing privé et antidaté.

Les créanciers non opposants n'encourront pas non plus la déchéance édictée par l'article 882 lorsque l'acte auquel il a été procédé par les cohéritiers n'est pas un partage sérieux, mais un simulacre de partage n'ayant pour but que de soustraire les biens de la succession à l'action des créanciers de l'un d'eux. En pareil cas, l'acte de partage devrait être considéré comme inexistant et il devrait suffire de faire prononcer cette inexistence par le tribunal. Cependant il est admis en doctrine et en jurisprudence que les créanciers devront user de l'action Paulienne que leur donne l'article 1167 pour la faire tomber, tout comme s'il s'agissait d'un acte existant mais frauduleux.

L'action paulienne en matière de partage a été étendue à d'autres cas. Elle pourra être exercée, et la prohibition de l'article 882 sera ainsi écartée, lorsque les héritiers auront caché aux créanciers le décès du *de cujus* ou bien lorsqu'ils auront mis une précipita-

tion évidente et voulue à procéder au partage, dans le but d'empêcher que des oppositions surviennent. Elle pourra de même être appliquée lorsque les cohéritiers auront admis au partage de prétendus copartageants n'ayant aucun droit à la succession, et cela à seule fin d'enlever aux créanciers de quelques-uns d'entre eux une partie de leurs gages. Les créanciers hypothécaires pourront également, en vertu de l'article 1167, former tierce-opposition au jugement ordonnant le partage entre leur débiteur et un prétendu copropriétaire, s'ils peuvent démontrer que cet acte était seulement destiné à les dépouiller et que l'indivision n'avait jamais en fait existé. Pareillement, l'action paulienne est recevable lorsque les copartageants ont agi non seulement avec précipitation, mais encore clandestinement de façon à rendre impossible toute opposition : c'est ce qui se produit quand ils font choix d'une part d'un notaire éloigné de leur résidence, qui n'est ni leur notaire habituel, ni celui de leurs créanciers et, d'autre part de témoins accoutumés au secret par leur profession.

Le créancier qui exerce l'action révocatoire et qui allègue, contre les copartageants, la simulation, la précipitation, la clandestinité ou l'emploi de manœuvres destinées à entraver l'opposition au partage doit prouver ce qu'il avance; il sera non recevable en sa demande si ses allégations ne sont exprimées qu'en

termes vagues et qu'il ne puisse fournir la preuve d'aucun fait précis.

L'action paulienne sera-t-elle encore recevable en matière de fraude dans le partage?

Cette action est destinée en principe à faire tomber les actes faits par le débiteur en fraude des droits de ses créanciers et il semble bien qu'entre notre matière comme en toute autre on puisse lui donner son application générale; mais, le deuxième alinéa de l'article 1167 apporte une restriction à cette règle et dit que les créanciers lésés par un acte frauduleux de leur débiteur ne pourront dans certains cas, en matière de succession entre autres, exercer l'action révocatoire qu'autant qu'elle s'accordera avec ce qui est dit au titre traitant spécialement de la matière. Or l'article 882 qui, d'une part, autorise le créancier d'un copartageant, au moyen de l'opposition à imposer sa présence aux opérations du partage et à veiller à ce qu'aucune fraude ne soit commise, qui, d'autre part, lui enlève le droit d'attaquer un partage consommé apporte-t-il une restriction à l'exercice de l'action paulienne? Il semble bien que oui; cet article a été écrit, avant tout, pour assurer d'une façon absolue à l'acte de partage toute la stabilité désirable; le législateur a fait passer ici l'intérêt général avant l'intérêt particulier: il a préféré restreindre les droits des créanciers en leur enlevant les moyens de faire tomber le partage même pour cause de fraude, plu-

tôt que de laisser sans protection un nombre parfois très grand de personnes intéressées à ce que cet acte ait une stabilité certaine.

Telle est d'ailleurs l'opinion généralement admise en doctrine et en jurisprudence à laquelle nous nous rangeons (1); jamais un partage réel et sérieux, entaché de fraude, ne pourra être attaqué par les créanciers non opposants, et cela, quand bien même tous les copartageants auraient été les complices des manœuvres frauduleuses; de même les actes distincts du partage mais destinés à le préparer ou à le faire aboutir ne pourront être attaqués par l'action paulienne lorsque leur annulation sera de nature à vicier cet acte.

Suivant un système diamétralement opposé, l'arti-

1. En ce sens: BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 3, § 4235; — DEMANTE, t. 3, § 244 *bis*; — DEMOLOMBE, t. 17, § 232; — HUC, t. 5, § 435; — HUREAUX, 4, § 205 et sq.; — LAURENT, t. 10, §§ 537-538; — LE GENTIL; (*Revue critique de la législation en matière civile*, t. 94, 1852, p. 248; — THIRY, t. 2, § 249; — VIGIÉ, t. 2, 425, — V. aussi: Douai, 15 décembre 1851. D. P. 54.5.540. Req., 14 novembre 1854, D. P. 1855.1.346. Req., 9 juillet 1866, D. P. 1866.1.369. Req., 17 février 1874, D. P. 1874.1.281, Nancy, 10 janvier 1878. D. P. 1880.2.35. — Bruxelles, 14 décembre 1882 (*Pasicrisie belge*, 1884.2.197). — Req., 5 janvier 1886. D. P. 1886.1.400. — Liège, 21 novembre 1889. *Belgique judiciaire*, 1890, p. 85. — Civ. c., 17 novembre 1890. D. P. 91.1.25. Trib. de la Seine, 30 juin 1892. *Le Droit*, 12 juillet 1892. — Alger, 30 novembre 1892. D. P. 1893.2.511. — Chambéry, 13 janvier 1897. D. P. 1897.2.456.

cle 882 ne porte aucune atteinte à l'application générale de l'article 1167 (1) ; la fraude dans le partage donnera aux créanciers lésés le droit de faire révoquer cet acte et il n'est pas pour cela nécessaire que tous les copartageants y aient participé, ni qu'elle soit l'œuvre du cohéritier débiteur plutôt que de n'importe quel autre. Les partisans de ce système prétendent qu'il est conforme à l'esprit de la loi, attendu que Treilhard, dans l'exposé des motifs, borne l'application de l'article 882 au partage fait sans fraude. C'est probablement mal à propos, comme le pense Demante (2), que l'orateur du gouvernement donne cette explication. Nous repoussons ce système comme le suivant ; nous pensons que la loi a voulu assurer l'immutabilité du partage même en dérogeant au droit commun et le fait qu'elle a donné aux créanciers exceptionnellement le droit de surveiller cet acte et d'empêcher qu'il ne puisse être entaché de fraude implique la défense pour eux de se prévaloir par la suite des fraudes commises pour le faire tomber.

Une opinion intermédiaire (3) qui tend à disparaî-

1. En ce sens : BÉDARRIDE, n° 552 et sq; LE SELLYER, t. 3. n° 1171 et sq.

2. V. DEMANTE, t. 3, § 224 *bis*.

3. En ce sens : AUBRY et RAU, t. 6, § 626, p. 595 ; — DE FRÉMINVILLE, t. I, n° 474 ; — LAROMBIÈRE t. 2, p. 277 à 284. — V. aussi Grenoble, 1^{er} juin 1850. D. P. 1851.5. 540 ; — Lyon, 27 février 1854. D. P. 1855.2. 224 ; — Bruxelles, 27 juillet 1855. *Pasicrisie*

tre, de plus en plus, en jurisprudence, subordonne l'exercice de l'action révocatoire à l'existence d'un concert frauduleux entre tous les cohéritiers ; les créanciers non opposants ne pourraient agir en nullité qu'autant qu'ils seraient à même de prouver la complicité de tous les copartageants. Nous ferons encore à ce système, bien que plus conciliant que le précédent, le même reproche de s'écarter du texte de la loi ; il y est dit que la fraude n'autorise pas l'exercice de l'action paulienne et il n'y est fait aucune distinction du genre de celle que nous venons d'indiquer.

Enfin M. Boutry-Boissonade (1) a émis encore une autre opinion sur ce point, mais il est resté seul de son avis ; d'après cet auteur, la défense d'agir en nullité ne s'appliquerait qu'aux créanciers hypothécaires et aux titulaires d'autres droits réels consentis pendant l'indivision ; les créanciers chirographaires pourraient attaquer le partage entaché de fraude, à charge de prouver toutefois la collusion frauduleuse de tous les copartageants.

En résumé, les créanciers non opposants n'ont aucun moyen de faire tomber un partage consommé

belge, 1856. 2. 178. — Limoges, 15 avril 1856. D. P. 1857. 2. 21 ;
— Amiens, 17 mars 1869. D. P. 1874. 5. 364.

1. BOUTRY-BOISSONADE : V. *Revue critique de législation et de jurisprudence* T. 9, 1856, p. 454.

lorsque toutefois cet acte est sérieux et vrai et qu'il n'est pas fictif ou simulé.

Il ne faut pourtant pas conclure de cela que la loi ne les a nullement protégés et ne leur a pas permis d'obtenir la réparation d'un préjudice qu'ils ont souffert.

Toutes les actions qui ne portent pas atteinte au principe de l'immutabilité du partage et qui laissent subsister cet acte avec tous ses caractères leur restent ouvertes. Ainsi rien n'empêche que le créancier lésé puisse réclamer des dommages-intérêts égaux au préjudice subi, au copartageant qui en est la cause.

En outre le défaut d'opposition n'entraîne pour le créancier que la déchéance du droit de demander en son propre nom la révocation du partage, mais ne lui enlève pas la faculté d'agir du chef de son débiteur en vertu de l'article 1166. Toutes les actions que posséderait ce dernier et qu'il négligerait d'exercer, telles que l'action en nullité ou l'action en rescision du partage pour lésion de plus du quart pourraient être exercées de son chef par le créancier.

CHAPITRE III

De l'opposition à la levée des scellés

§ 1. — *Généralités*

L'apposition des scellés est une mesure qui peut être très utile pour éviter les soustractions et les divertissements des biens héréditaires. La loi prescrit parfois cette mesure et la rend obligatoire dans certains cas, lorsqu'il faut par exemple protéger les intérêts d'héritiers absents ou incapables.

D'autres fois, l'apposition des scellés est facultative et peut être provoquée en vertu d'un titre exécutoire ou d'une permission du juge par les personnes qui y ont intérêt.

Lorsque les scellés ont été apposés sur les biens mobiliers d'une succession, les créanciers peuvent s'opposer à ce qu'ils soient levés en dehors de leur présence. C'est de cette opposition que nous allons nous occuper.

§ 2. — *Qui peut former opposition ?*

L'article 821 du Code civil ne fait aucune distinction entre les différents créanciers. « Lorsque le scellé a été apposé, tous créanciers peuvent y former opposition, encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire, ni permission du juge. » Nous devons en déduire que les créanciers de la succession, aussi bien que ceux personnels à un héritier, que les créanciers à terme ou conditionnels, aussi bien que les créanciers purs et simples peuvent user de ce droit. Si cependant, il est possible aux créanciers personnels de l'héritier de former opposition aux scellés, à titre de mesure purement conservatoire, il leur est interdit d'après l'article 934 du Code de procédure d'assister à la levée et à l'inventaire ; le législateur a voulu ainsi éviter des investigations dans les affaires du défunt, lorsqu'un intérêt assez grand ne vient pas les justifier.

En général, toutes les personnes qui ont intérêt à se mêler aux opérations des scellés et qu'on n'est pas tenu d'y appeler, peuvent former opposition à la levée.

La loi est moins rigoureuse en ce qui concerne l'opposition, simple intervention dans une mesure accomplie qu'en ce qui concerne le droit de faire apposer les scellés. Dans ce cas, en effet, le créancier porte atteinte à l'inviolabilité du domicile du

défunt. Aussi la loi exige-t-elle que le créancier pour faire apposer les scellés soit porteur d'un titre exécutoire ou y soit autorisé par une permission soit du président du tribunal de première instance, soit du juge de paix du canton (1).

Certains auteurs refusent même toujours ce droit aux créanciers personnels de l'héritier (2) : cette faculté, disent-ils, leur est refusée par les articles 882 du Code civil et 934 du Code de procédure qui les autorisent limitativement à s'opposer au partage et à la levée de scellés, sans pour cela qu'ils puissent assister à cette dernière ; la loi ne leur donne pas d'autre droit.

Telle n'est pas l'opinion générale. L'apposition des scellés ne constitue pas un droit exclusivement attaché à la personne et il s'ensuit que les créanciers peuvent l'exercer au nom de leur débiteur en vertu de l'article 1166 du Code civil, tant qu'une disposition légale ne leur aura pas enlevé ce droit (3).

L'article 882 qui donne aux créanciers de l'héritier la faculté d'intervenir au partage ne peut être vraiment utile qu'autant que ceux-ci auront les moyens

1. V. article 909 du Code de procédure.

2. En ce sens : BOURJON, t. 2, p. 698. — CHABOT, sur l'article 820. — FAVART. *Répertoire. Scellés*, § 1, n° 3.

3. En ce sens : DELVINCOURT, t. 2, p. 282 ; — JAY, *Des scellés* p. 70 et sq. ; — TOULLIER, t. 4, n° 411 ; — VAZEILLES, (sur l'article 820.

de prévenir les détournements susceptibles d'être commis par les héritiers. L'argument tiré de l'article 934 du Code de procédure n'est pas convaincant ; la prohibition d'assister à la levée des scellés n'implique pas celle d'en demander l'apposition et d'exiger comme garantie les formalités légales en présence d'un magistrat.

§ 3. — *Formes de l'opposition*

L'opposition doit être faite dans les formes spéciales indiquées par les articles 926 et 927 du Code de procédure.

Elle peut résulter d'une déclaration énoncée sur le procès-verbal de scellés ; en pareil cas, il ne sera point besoin de la notifier à toutes les personnes intéressées, attendu que celles-ci l'apprendront en prenant connaissance du procès-verbal.

En second lieu, elle peut être faite par un exploit d'huissier signifié au greffier du juge de paix qui a procédé à l'apposition ; cet exploit pour être valable doit contenir toutes les énonciations exigées à peine de nullité dans les actes d'huissier. L'opposition doit de plus contenir élection de domicile de l'opposant dans la commune où la succession s'est ouverte ou dans l'arrondissement de la justice de paix où le scellé est apposé, si le créancier n'y demeure pas. Elle

doit enfin indiquer d'une façon précise la cause qui la justifie. On ne voit pas trop dans l'espèce pourquoi la loi exige cette indication puisque le juge de paix n'a pas le pouvoir de statuer sur les mérites de l'opposition et qu'il doit se contenter de la recevoir et d'en tenir compte, serait-elle formée au mépris de la loi : il appartiendra seulement au juge, en cas de référé sur procès-verbal, d'en reconnaître ou non la légitimité, après avoir entendu les parties.

§ 4. — *Effets de l'opposition*

L'opposition à la levée de scellés, de même que la demande d'apposition, a pour effet d'obliger les héritiers à faire inventaire, sans cependant porter atteinte à leurs droits de disposer de la succession.

Mais la jurisprudence, par extension, lui attribue avec la plupart des auteurs un autre effet qui nous intéresse plus particulièrement. Lorsqu'elle a été faite par les créanciers personnels d'un héritier, elle équivaut à l'opposition à partage visée par l'article 882. L'opposition à la levée des scellés, de quelque façon qu'elle soit formée emportera cet effet sans qu'il soit nécessaire de la notifier individuellement à chacun des copartageants car ceux-ci en auront toujours connaissance par le procès-verbal de levée de scellés, même dans le cas où elle a été faite par exploit

d'huissier notifié seulement au greffier de la justice de paix. En effet, ce procès-verbal doit contenir, entre autres indications, en vertu de l'article 936 du Code de procédure les sommations faites aux opposants et fait connaître implicitement aux parties intéressées les oppositions formées.

CHAPITRE IV

De l'opposition faite en vertu de l'article 808 entre les mains de l'héritier bénéficiaire

§ 1. — *Généralités*

L'article 808 du Code civil se trouve au titre des Successions, dans la section III qui traite « du bénéfice d'inventaire, de ses effets, des obligations de l'héritier bénéficiaire », et n'est applicable qu'au cas où la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire. Il a été presque littéralement copié dans Pothier (1).

Cet article est libellé de la façon suivante : « S'il y a des créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglées par le juge. S'il n'y a pas de créanciers oppo-

1. V. POTHIER, t. 8, p. 132. *Des Successions*. Ch. III. Section 3. Art. 2, § 6.

sants, il paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent. »

C'est donc aux créanciers qui veulent participer à la distribution des deniers héréditaires de faire opposition à ce que l'héritier ne paie aux autres au fur et à mesure qu'ils se présentent, la totalité de leurs créances et d'éviter ainsi que l'actif de la succession ne soit absorbé à leur préjudice par quelques-uns d'entre eux.

L'opposition a aussi pour effet d'empêcher que des fraudes ne soient commises à leur préjudice et de leur permettre d'examiner avant les paiements l'état de la succession. L'héritier bénéficiaire de mauvaise foi ne pourra ainsi, pour les évincer, liquider précipitamment le patrimoine héréditaire en faisant intervenir des créanciers fictifs, auxquels il verserait des sommes destinées par la suite à rentrer en sa possession ou même en imaginant des dettes qu'il prétendrait faussement avoir soldées; il ne pourra pas non plus payer les créanciers dans l'ordre qu'il voudra et selon ses préférences personnelles.

L'héritier qui ne tiendrait pas compte des oppositions commettrait une faute lourde et engagerait sa responsabilité personnelle; les créanciers opposants pourraient agir contre lui et lui réclamer des dommages-intérêts égaux au préjudice que cette faute leur aurait causé.

§ 2. — *Qui peut former opposition
en vertu de l'article 808 ?*

Il faut tout d'abord refuser aux créanciers personnels de l'héritier la faculté d'user de cette opposition. L'acceptation bénéficiaire, si elle a surtout pour but d'enlever aux créanciers de la succession tout droit sur les biens de l'héritier empêche également que les créanciers de ce dernier ne viennent concourir avec les précédents sur l'actif héréditaire; c'est seulement après la liquidation complète de la succession qu'ils pourront exercer leurs droits sur le reliquat, s'il en est un, parce qu'il se confondra avec les autres biens qui forment leur gage.

Mais, faut-il autoriser tous les créanciers de la succession, sans faire de distinctions entre eux, à former opposition en vertu de l'article 808? La loi ne nous donne sur ce point aucune indication.

Évidemment, les créanciers chirographaires purs et simples seront admis sans difficultés à user de ce droit; de même, les créanciers hypothécaires lorsque toutefois le défunt était tenu vis-à-vis d'eux, non seulement hypothécairement en qualité de détenteur du bien grevé, mais encore personnellement et lorsqu'ils n'ont point été désintéressés sur le prix des immeubles qui a pu leur être délégué d'après l'article 806. Mais il est plus difficile de se prononcer, s'il

s'agit de créanciers à terme ou conditionnels.

La règle est que ceux-ci ne peuvent exiger le paiement de leur créance tant que le terme n'est pas échu ou que la condition ne s'est pas réalisée et cette règle ne souffre pas d'exception en matière de successions; il n'est donc pas possible, jusqu'à ce moment de forcer le débiteur à acquitter sa dette ou d'user de mesures exécutoires destinées à obtenir un paiement. Mais, ainsi que nous l'avons déjà vu dans les précédents chapitres, cette solution n'est pas applicable aux mesures conservatoires. Or, notre opposition en est une. Elle ne porte aucune atteinte aux droits de l'héritier bénéficiaire ou des autres créanciers héréditaires et l'on ne voit pas pour quelle raison elle devrait être refusée aux créanciers à terme ou conditionnels. D'ailleurs, si la loi ne l'avait entendu ainsi, elle leur aurait enlevé, la plupart du temps, le seul moyen qu'ils ont d'obtenir jamais paiement de leur créance, attendu que, très souvent, celle-ci ne devient exigible qu'après épuisement de l'actif héréditaire. Il est impossible que le législateur ait voulu une telle injustice; aussi étendons-nous à ces créanciers le droit de former opposition entre les mains de l'héritier bénéficiaire et de participer à la distribution des deniers provenant de la succession, sauf à ne toucher leur part que lorsque le terme sera échu ou que la condition se sera réalisée.

§ 3. — *Formes de l'opposition*

Qu'entend-on par créanciers opposants en vertu de l'article 808 et dans quelle forme doivent-ils faire opposition ?

La loi ne prescrit aucune forme spéciale et nous sommes régis sur ce point par un véritable droit prétorien. L'on admet d'une façon générale en doctrine et en jurisprudence (1) que cette opposition résulte de tout acte juridique par lequel le créancier ou le légataire auquel il faut étendre ce droit, fait connaître à l'héritier sa créance et manifeste son intention d'être payé sur les deniers de la succession. Ainsi, l'héritier bénéficiaire peut avoir connaissance des oppositions des créanciers, soit par des exploits d'huissier qui lui ont été signifiés, soit par des énonciations dans le procès-verbal d'inventaire. De même, les créanciers doivent être considérés comme opposants, s'ils ont obtenu des juge-

1. En ce sens : AUBRY et RAU, t. 6, § 618, p. 459 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 2, n^{os} 1988 et sq ; — CHABOT, t. 2, p. 209, sur l'art. 808 ; — DEMOLOMBE, t. 15, § 229 ; — GARRAUD, n^o 252 ; — HUC, t. V, n^o 245 ; — LE SELLYER, t. 2, n^o 990 ; — TAMBOUR, p. 344. — V. aussi les arrêts de cassation suivants : 13 mars 1866, D. P. 1866.1.257 ; — 16 août 1869, S. 1869.1. 417, — 19 décembre 1871, S. 1872. 1.227, — 17 décembre 1894, D. P. 1895.1.193, — et Tr. Châtillon-sur-Seine, 9 avril 1862, D. P. 1862.3.38.

ments de condamnation contre la succession ou l'héritier, provoqué la mise en faillite du défunt, ou s'ils ont exercé des poursuites en vue d'être payés. De même encore les créanciers ont suffisamment fait connaître à l'héritier leur créance et leur volonté d'en obtenir paiement lorsqu'ils ont accepté des acomptes, lorsqu'ils ont fait les diligences nécessaires à l'effet de faire nommer un administrateur provisoire de la succession ou des liquidateurs chargés d'en évaluer l'actif et le passif. Il résulte d'un arrêt (1) que la contrainte exercée par l'administration de l'enregistrement, alors même que celle-ci aurait été déclarée mal fondée en ses poursuites personnelles, doit être considérée comme une opposition dans le sens de l'article 808.

Mais il ne faut pas pousser les choses à l'extrême et admettre que des actes émanant d'autres personnes que les créanciers puissent valoir opposition. C'est ainsi qu'une mention de la créance dans le testament ou le contrat de mariage du défunt ne peut être considérée comme telle (2), pas plus qu'une lettre adressée par l'héritier au créancier pour le prier de faire constater sa créance à l'inventaire. Une inscription d'hypothèque pour la même raison qu'elle

1. V. C. Cass., 13 mars 1866, D. P. 1866.1.417, et Req., 25 juillet 1871, D. P. 1871.1.302.

2. *Contra* : V. FUZIER-HERMANN et DARRAS, *Code civil annoté*, sur l'art. 808.

peut être ignorée de l'héritier ne vaut pas opposition.

Bref, suivant l'opinion générale, le créancier, pour être considéré comme opposant, doit avoir fait connaître sa créance et son désir d'en être payé, d'une manière non équivoque et par des actes juridiques susceptibles d'être opposés aux autres créanciers et aux légataires. Le tuteur d'un héritier mineur, s'il fait mentionner dans l'inventaire une créance qu'il a contre la succession, doit spécifier qu'il agit en son propre nom; sinon cette énonciation ne vaudrait pas comme opposition et les autres créanciers pourraient prétendre qu'il a agi en sa qualité de tuteur et au nom de l'héritier.

Cette opinion a été combattue avec beaucoup de force par Laurent qui prétend que les formes de l'opposition énoncée par l'article 808 sont celles indiquées par les articles 557 et suivants du Code de procédure civile (1). « Cette doctrine généralement suivie nous laisse des doutes, dit cet auteur. L'article 808 exige une opposition; il est vrai qu'il ne prescrit aucune forme; toujours est-il qu'il faut un acte par lequel le créancier déclare s'opposer à ce que l'héritier paie avant que l'ordre et la manière aient été réglés par le juge. Peut-on dire que le créancier qui notifie son titre ou ses prétentions

1. V. LAURENT, t. 10, n° 157.

« forme opposition ? Il fait connaître sa qualité de
« créancier, demande son paiement, mais ne s'op-
« pose pas à ce que d'autres soient payés. Ce qui
« nous confirme dans nos doutes, c'est que Pothier
« appelait saisie-arrêt ce que le Code appelle oppo-
« sition, et certes, on ne dira pas que le créancier
« qui fait connaître ses droits ou ses prétentions
« opère saisie-arrêt. » Il faut bien reconnaître à
cette interprétation le mérite d'être tout à fait logi-
que et entièrement d'accord avec l'ensemble des
dispositions de la loi, mais elle est beaucoup trop
stricte et n'est pas autorisée par les termes très
généraux de l'article 808. Du reste, Pothier, malgré
ce que dit Laurent, n'entendait pas ici le mot saisis-
sant ou arrêtant, dans son sens habituel et son opi-
nion était déjà celle actuellement admise de façon
presque unanime par la doctrine et la jurisprudence.
Quoi qu'il en soit, il y a là un défaut de prévoyance
de la part du législateur et une lacune qui devrait
être comblée. Il est à souhaiter que le conflit qui
existe entre la rigueur des principes et la pratique
disparaisse et que le législateur organise mieux en
matière civile le paiement des créanciers d'une suc-
cession obérée (1).

Mais, pour cela, il ne faudrait pas obliger tout

1. Beaucoup d'auteurs, dans leurs ouvrages, formulent ce
souhait. Voir sur ce point la dissertation de M. BOISTEL.
D. P. 1895. 1. 193.

d'abord en principe l'héritier à payer les créanciers au fur et à mesure qu'ils se présentent conformément au second alinéa de l'article 808 : il faudrait, comme cela existe dans la loi allemande et dans la loi italienne, que notre Code lui défendît d'effectuer aucun paiement pendant un certain délai et organisât une procédure de contribution pour régler la part due à chaque créancier héréditaire. Cela aurait l'avantage de ne pas obliger ces derniers à s'en rapporter aux affirmations de l'héritier bénéficiaire pour déterminer leurs parts et d'éviter de toutes façons que leurs droits ne soient pas toujours respectés.

§ 4. — *Effets de l'opposition*

Entre créanciers opposants, l'article 808 veut que les deniers héréditaires soient distribués par contribution, suivant les formalités édictées au Code de procédure.

L'opposition met obstacle au paiement de toutes les dettes de la succession, y compris celles envers l'héritier bénéficiaire ; le paiement des droits de mutation par décès lui-même n'échappe pas à cette règle bien qu'il entraîne un demi-droit en sus lorsqu'il n'est pas effectué dans le délai légal. L'opposition empêche également la délivrance des legs de corps certains et le paiement des autres legs en dehors de l'ordre

réglé par la loi, attendu que les créanciers doivent être préférés aux légataires.

Toutefois, les textes ne font bien entendu nul obstacle à ce que les créanciers majeurs et maîtres de leurs droits et l'héritier bénéficiaire ne puissent s'accorder pour faire entre eux à l'amiable et en dehors du juge la distribution des deniers héréditaires. Car, si la loi permet cet arrangement en ce qui concerne le prix des immeubles pour épargner les lenteurs et les frais, elle doit *à priori* l'autoriser lorsqu'il s'agit de répartir les sommes provenant de la vente des meubles.

Chaque créancier peut user du droit de faire opposition et cet acte ne profite exclusivement qu'à lui. Le législateur n'a pas organisé dans l'intérêt de tous les créanciers une gestion générale ; c'est à chacun de veiller comme il l'entend à ses intérêts : celui qui a formé opposition jouira des droits que la loi lui donne et ceux qui seront restés dans l'inaction porteront la peine de leur négligence. Il serait en effet contraire à tous les principes d'autoriser les non opposants à invoquer l'effet d'une opposition qui leur est étrangère et à se prévaloir des droits d'un tiers.

L'opposition prévue par l'article 808 a encore pour effet d'empêcher que les débiteurs du défunt puissent compenser avec la succession bénéficiaire les créances nées contre elle postérieurement à des droits

acquis par un tiers, par conséquent postérieurement à cette opposition.

L'héritier qui paie de ses propres deniers une dette de la succession peut en principe se faire subroger dans les droits du créancier désintéressé. Il faut noter toutefois que la subrogation ne peut avoir lieu ici qu'autant que l'héritier se sera conformé aux principes de l'article 808 dans les paiements qu'il a effectués et ainsi, s'il y a des créanciers opposants, l'héritier ne bénéficiera de la subrogation qu'à la condition d'avoir payé dans l'ordre et de la manière réglés par le juge, à moins qu'il ne s'agisse de créances privilégiées, puisqu'aucune opposition ne peut en empêcher le paiement intégral.

L'héritier qui a payé au mépris des oppositions faites par des créanciers de la succession est évidemment responsable envers eux : en ne se conformant pas à l'article 808, il a commis une faute grave et leur a causé un préjudice qu'il est tenu de réparer sur ses biens personnels. Il ne faut pas croire cependant, comme cela a été enseigné(1), qu'il encourra la déchéance du bénéfice d'inventaire ; celle-ci n'a lieu qu'autant que l'héritier a fait acte d'héritier pur et simple, et l'on ne peut pas dire qu'en payant un créancier, il ait agi de cette sorte, car il a fait là un acte d'administration, irrégulier il est vrai, mais non pas un acte de disposition.

1. V. CHABOT, article 803, § 2.

Dans quel mesure l'héritier sera-t-il tenu vis-à-vis des créanciers opposants non payés ? Ceux-ci vont agir contre lui en dommages-intérêts et il sera tenu par conséquent de la seule réparation du dommage causé, c'est-à-dire non pas du montant intégral de la dette mais du dividende que le créancier aurait touché dans une procédure de distribution régulière réglée par le juge.

D'après la majorité des auteurs(1) l'héritier bénéficiaire a un recours contre les créanciers, qu'il a payés au mépris d'oppositions, pour ce qu'ils auraient reçu en plus de leur part dans une contribution régulière et pourra exercer contre eux l'action en répétition de l'indû. Laurent(2) ne partage pas cette opinion à laquelle nous nous rallions ; il est d'avis que l'héritier qui a payé en connaissance de cause ne peut prétendre avoir payé l'indû. Cette manière de voir n'est pas admissible, attendu que l'héritier bénéficiaire n'administre pas sa propre chose et que, si on lui refuse l'action en répétition de l'indû, on lui permet trop facilement de léser certains créanciers héréditaires au profit d'autres. En effet, s'il est insolvable, ces créanciers lésés n'ont aucune chance d'être

1. En ce sens, BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL. t. 2, § 2008 ; — DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, t. 3, § 133 *bis* ; — DEMOLOMBE t. 15, § 304 ; — LE SELLYER, t. 2, § 998.

2. LAURENT, t. 10, § 161.

désintéressés. La théorie de Laurent aurait pour conséquences d'inciter un héritier peu scrupuleux, dans une succession bénéficiaire obérée, à écouter les propositions d'un des principaux créanciers et à le payer au mépris des autres, sans aucune crainte d'être poursuivi.

Mais les créanciers opposants eux-mêmes n'ont-ils point un recours contre les personnes payées à leur préjudice? Il est bien certain tout d'abord qu'il leur est possible d'agir contre les légataires mis à tort en possession de leurs legs, puisque les créanciers non opposants eux-mêmes peuvent le faire ; les legs en effet ne peuvent être délivrés qu'autant que les dettes de la succession ont été acquittées, en vertu de la maxime déjà citée : « *nemo liberalis, nisi liberatus* » .

Il faut aller plus loin et si, d'après l'opinion générale que nous avons admise, nous accordons à l'héritier bénéficiaire, un recours contre les créanciers payés au mépris d'oppositions, il nous faut accorder le même recours aux créanciers opposants.

C'est une question très controversée que celle de savoir en vertu de quel droit les créanciers opposants pourront exercer leur recours contre les autres qui ont obtenu paiement. Si nous admettons qu'en vertu de l'article 1166, ils exercent les droits et actions de l'héritier bénéficiaire, devenu par suite de sa faute leur débiteur personnel, nous devons conclure qu'ils

subiront le concours des autres créanciers personnels de l'héritier, ce qui n'est pas. Un second système leur accorde l'action paulienne, lorsqu'elle est possible, c'est-à-dire lorsqu'il y a eu fraude de la part de l'héritier et du créancier payé (1); mais alors, un nouvel inconvénient se présente, c'est qu'ils devront concourir avec les autres créanciers de la succession. Le même inconvénient se retrouve dans le système énoncé par Pothier qui prétend qu'ils agissent du chef de la succession bénéficiaire elle-même; ici encore, ils devront subir le concours des autres créanciers de la succession dont ils auront fait l'affaire en même temps que la leur. Laurent (2) se demande si l'action accordée aux créanciers opposants ne serait point une action en nullité destinée à faire annuler le paiement opéré par l'héritier au mépris de la loi.

Bref, les différentes solutions données sur cette question ne sont guère satisfaisantes et offrent toutes des inconvénients. C'est pourquoi Demolombe (3) a imaginé un système peut-être moins juridique, mais qui n'a pas les conséquences fâcheuses de tous ceux que nous venons d'énumérer : suivant cet auteur, le créancier opposant agit directement et de son propre chef contre les créanciers payés, sans pour cela exercer l'action paulienne. S'il nous faut prendre

1. V. en ce sens : DEMANTE, t. 3, § 133 *bis*.

2. LAURENT, t. 10, p. 618, § 163.

3. DEMOLOMBE, t. 15, § 301.

parti, nous nous rangerons plutôt à cette dernière opinion qui a le mérite de concilier au mieux les droits des parties.

On n'est pas d'accord davantage sur le point de savoir par quel laps de temps se prescrit cette action. Certains auteurs (1) admettent qu'elle est soumise à la prescription de trois ans et tirent leur argument de l'article 809: « Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours à exercer que contre les légataires. Dans l'un et l'autre cas, le recours se prescrit par le laps de trois ans, à compter de l'apurement du compte et du paiement du reliquat. » Les auteurs dont nous parlons appliquent le deuxième alinéa de cet article aux créanciers non opposants et aux créanciers opposants visés par l'article précédent.

Ce système est évidemment très logique, mais il est peu probable que l'on doive appliquer aux créanciers opposants le second alinéa de l'article 809. Cet article ne vise exclusivement que les créanciers non opposants et nous n'avons aucun texte spécial se rapportant à la prescription de l'action des créanciers opposants. Il faut conclure avec l'opinion générale que cette action se prescrit en vertu

1. V. en ce sens: AUBRY et RAU, t. 6, § 618, note 65; — HUC, t. 5, § 247.

du droit commun par le laps de trente ans, commençant à courir du jour où elle a pris naissance, c'est-à-dire du jour où le paiement a été effectué à leur préjudice (1).

De même que les créanciers peuvent agir contre l'héritier ou contre les créanciers payés à tort, de même ils peuvent former tierce opposition contre les jugements qui ont ordonné des paiements faits à leur préjudice.

1. En ce sens : BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 2, § 2022 ; — DEMOLOMBE, t. 15, § 305 ; — LAURENT, t. 10, § 163 ; — LE SELLYER, t. 2, §§ 999, et 1012 ; — MASSÉ et VERGÉ, sur ZACHARIE, t. 2, § 396 ; — VIGIÉ, t. 2, § 242.

CONCLUSION

Nous avons vu, par cet exposé, les différents effets des oppositions mises à la portée des créanciers héréditaires ou des créanciers personnels de l'héritier.

Ces oppositions leur permettent de protéger et de conserver leurs droits ; elles sont assez nombreuses pour parer aux fraudes possibles des débiteurs de mauvaise foi dans les divers actes qui suivent l'ouverture d'une succession.

L'opposition, premier acte de la saisie-arrêt, pourra toujours être employée avec succès par les créanciers lorsque leur débiteur, que ce soit un héritier ou que ce soit la succession, possèdera lui-même des créances à recouvrer. Cette opposition exige des formes spéciales, déterminées par la loi ; elle doit être signifiée par exploit d'huissier. Elle a pour effet d'empêcher que la créance saisie puisse être recouvrée par le débiteur saisi et de la rendre indisponible entre les mains du tiers saisi.

A côté de ce premier genre d'opposition très général et toujours applicable, nous en avons étudié d'autres, tout à fait spéciaux à la matière des successions. Les créanciers, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé en dehors de leur présence; ils peuvent s'opposer encore à ce que les scellés apposés sur les effets de la succession ne soient levés sans qu'ils aient été appelés, et, de cette façon, surveiller l'actif héréditaire et provoquer le partage. Enfin, dans le cas où la succession n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire, l'article 808 donne aux créanciers du défunt un nouveau mode d'opposition qui leur permet d'éviter que l'héritier bénéficiaire ne fasse des paiements à leur préjudice et de le forcer à n'acquitter les dettes que d'après un règlement intervenu entre eux à la suite d'une procédure de contribution.

Si les effets de ces oppositions spéciales sont bien déterminés par la loi, nous avons pu voir que leurs formes ne l'étaient pas et, qu'à ce sujet, nous étions entièrement régis par le droit prétorien. Il y a là une lacune de la loi, regrettable parce qu'elle peut être la source d'un grand nombre de litiges.

C'est surtout à l'occasion de l'opposition faite en vertu de l'article 808 que l'oubli du législateur peut amener des conséquences fâcheuses, selon qu'un tribunal, suivant telle ou telle opinion, n'admet pas

telle ou telle forme de cette opposition ; ainsi un créancier qui croira sa créance suffisamment connue par un énoncé dans le procès-verbal d'inventaire et qui pensera avoir ainsi fait une opposition suffisante pourra se voir repousser par la suite et considérer comme non opposant par un juge qui n'admettra pas cette forme, suivant l'enseignement de certains auteurs.

Nous ne devrions pas être régis sur ce point par différents systèmes admis en doctrine et en jurisprudence, entre lesquels il nous faut choisir ; et, si nous concluons que les différentes oppositions mises à la portée des créanciers, pour protéger leurs droits dans une succession, sont très suffisantes pour atteindre ce but, nous sommes cependant forcé de conclure aussi que le législateur a commis un oubli, une négligence, en ne déterminant pas leurs formes d'une façon stricte, et nous formulons le souhait, avec beaucoup d'auteurs plus autorisés que nous, que cette lacune de la loi soit bientôt comblée.

Vu : le Président de la thèse

ANDRÉ WEISS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
Introduction	9
§ 1. — Des droits des créanciers en général.	9
§ 2. — Droits des créanciers dans une succession.	12
Historique	17
§ 1. — Droits des créanciers dans une succession en droit romain.	17
§ 2. — Des créanciers opposants dans l'ancien droit	19
CHAPITRE I. — Des droits qu'ont les créanciers de faire opposition entre les mains des tiers, débiteurs d'une succession	23
§ 1. — Généralités	23
§ 2. — Qui peut former opposition ?	24
§ 3. — Formes de l'opposition et conditions requi- ses pour sa validité	30
§ 4. — Effets de l'opposition.	33
CHAPITRE II. — De l'opposition à partage.	37
§ 1. — Généralités	37
§ 2. — Qui peut s'opposer au partage ?	39
§ 3. — Formes de l'opposition	49
§ 4. — Effets de l'opposition.	54

CHAPITRE III. — <i>De l'opposition à la levée des scellés.</i>	71
§ 1. — Généralités	71
§ 2. — Qui peut former opposition ?	72
§ 3. — Formes de l'opposition	74
§ 4. — Effets de l'opposition.	75
CHAPITRE IV. — <i>De l'opposition faite en vertu de l'article 808 entre les mains de l'héritier bénéficiaire.</i>	77
§ 1. — Généralités	77
§ 2. — Qui peut former opposition en vertu de l'article 808?	79
§ 3. — Formes de l'opposition.	81
§ 4. — Effets de l'opposition.	85
Conclusion	93
Table des matières.	97

